



ASSOCIATION L'ALLIANCE



ASSOCIATION DE LA LOI DU 1ER JUILLET 1901
PRÉFECTURE DES HAUTS DE SEINE N° W922005183
SIRET : 828 313 999 00017

17 RUE DU CHEMIN DE LA MESSE, 77630 BARBIZON

TEL : 06 87 04 36 30

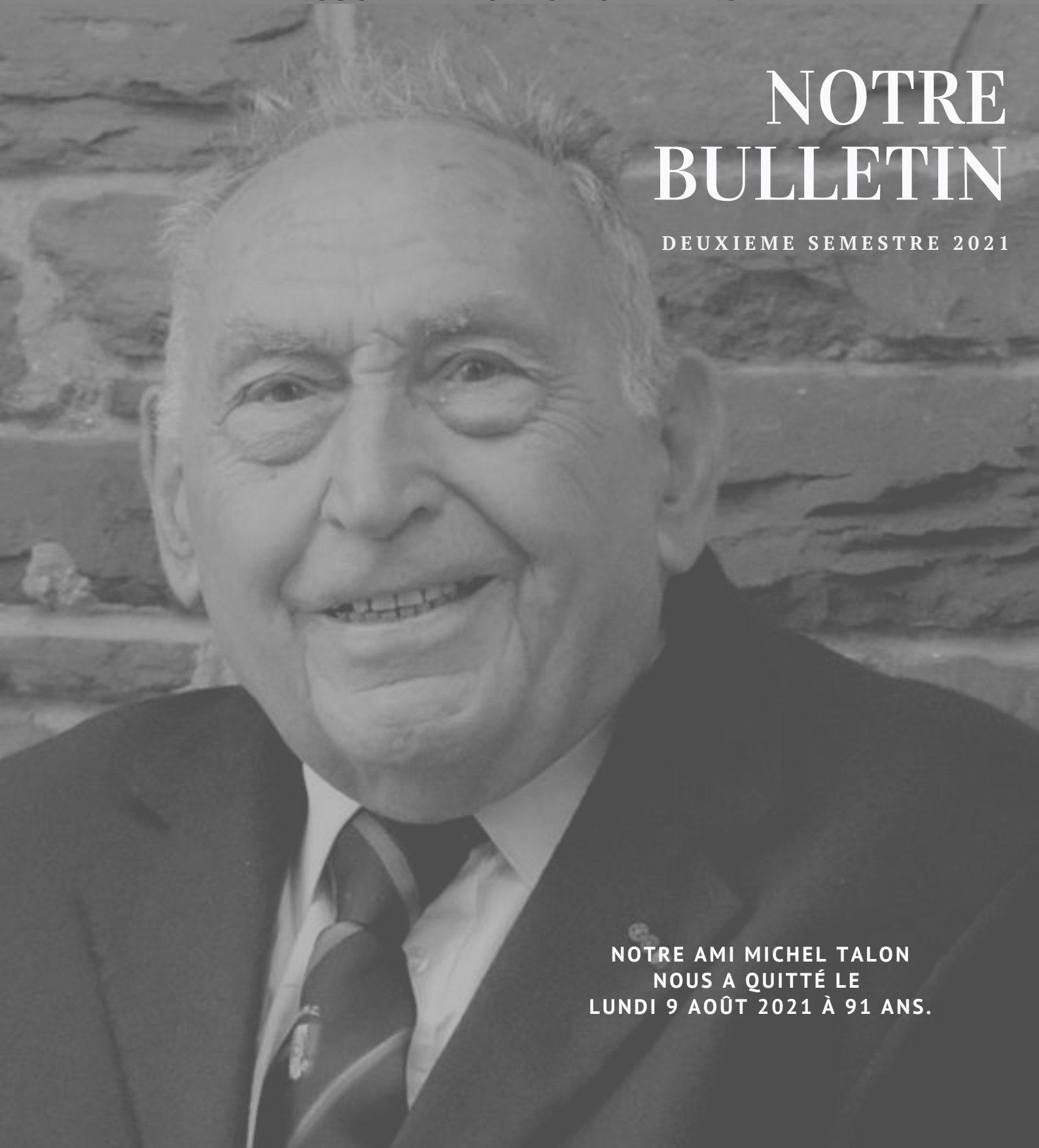
E-MAIL : RESEAUALLIANCE44@GMAIL.COM

SITE INTERNET : RESEAUALLIANCE.ORG

EN SOUVENIR DU RÉSEAU ALLIANCE

NOTRE BULLETIN

DEUXIEME SEMESTRE 2021



NOTRE AMI MICHEL TALON
NOUS A QUITTÉ LE
LUNDI 9 AOÛT 2021 À 91 ANS.

Notre bulletin :

Un point de vue
Une histoire de France
Des témoignages

Comme annoncé précédemment, notre bulletin, destiné à entrer dans votre bibliothèque, sera dorénavant semestriel et comportera un nombre de pages beaucoup plus important.

Il se veut informer, analyser, transmettre des articles et des idées qui se rapportent au réseau Alliance et à ses membres.

Il comportera, sauf exception, le contenu suivant :

- un éditorial (réflexion personnelle sur un thème d'actualité qui n'engage que son auteur),*
- des informations sur la vie de l'association,*
- plusieurs articles relatant une période d'histoire, une bibliographie, un événement historique.*

Chacun d'entre vous peut être auteur d'un de ces écrits. Envoyez vos idées, projets, articles et nous les mettrons ensemble en ordre de publication.

Nous espérons que ce bulletin vous plaira et que vous participerez aux bulletins suivants en tant qu'auteurs !

Bonne lecture.

CE QUE CONTIENT CETTE ÉDITION



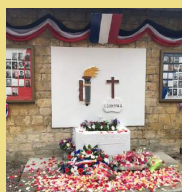
03

ÉDITORIAL : NE NOUS
VOILONS PAS LA FACE



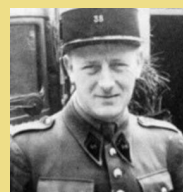
08

AU REVOIR MICHEL
TALON



15

LES FUSILLÉS DE LA
PRISON DE CAEN



19

LE GCR DANS LA
RÉSISTANCE



32

SOUVENIR DE BUZARD



37

SOUVENEZ-VOUS



53

INFORMATIONS

Ne nous voilons pas la face !



PAR RICHARD KAUFFMANN

Ne nous voilons pas la face : nous sommes envahis par des idées et des actions d'islamisme politique. Il n'y a pas un jour sans que les médias nous le rappellent. Est-ce une provocation médiatique ou une réalité ?

Je vais aborder ici un thème qui malheureusement divise, alors qu'il devrait réunir les citoyens d'une même Patrie. Il divise parce qu'à mon avis les Français sont engoncés dans des certitudes idéologiques qui les empêche de voir et comprendre, d'appréhender et de solutionner. Ouvrons nos yeux et ouvrons nos esprits.

Nous sommes suffisamment évolués pour ne pas tomber dans le racisme stupide et déshumanisant. Je me souviens d'un sketch de l'inoubliable humoriste Fernand Raynaud il y a une cinquantaine d'années : dans un petit village de France, une majorité voulait qu'un étranger soit expulsé car « il mange le pain des Français ». Il était alors parti dans un village lointain. Mais depuis, plus personne ne mangeait de pain dans le village : il était le boulanger...

Nous avons connu cela dans l'histoire de France, sous d'autres nuages. Doit-on accepter de vivre sous les règles d'une culture qui n'est historiquement pas la nôtre ou devons-nous résister à ce qui s'apparente à une invasion culturelle au support religieux ?

J'en ai parlé à un ami musulman. Était-il prêt à accepter la loi coranique pratiquée par les Talibans ? Il est d'origine marocaine, devenu français depuis près de 20 ans. Sa réaction a été immédiate et déroutante : « si cela arrivait, je quitterais la France ! » me dit-il.

Voilà la preuve qu'on peut être de culture musulmane depuis de nombreuses générations sans pour autant accepter son élargissement dans un cadre politique, notion sociétale qui résulte d'une interprétation du Coran volontairement réactionnaire dans le contexte de l'ancienne colonisation européenne. Rappelons que c'est dans la seconde moitié du XIXe siècle que des réformistes musulmans tels que Jamal al-Din al-Afghani (1838-1897) et Muhammad 'Abduh (1849-1905) puisèrent dans les textes du Coran, en détournant ses bases pacifistes et en inventant la shari'a, pour faire face à la supériorité technique de l'Occident.

Beaucoup de musulmans soucieux des origines ne se retrouvent donc pas dans l'islam politique moderne. Surtout lorsqu'ils ont goûté à la liberté pratiquée en France.

Ça a commencé pour les Français lorsque de Gaulle a décidé de se séparer du département d'Algérie. L'Algérie était la France et ce fut difficile de se couper une jambe. Mais après ce

choc émotionnel où de nombreux Français ont hésité sur le sort de la France (et j'étais de ceux qui avaient de la sympathie pour ces généraux récalcitrants) on doit constater, même si on peut critiquer la manière, que de Gaulle avait vu juste : garder l'Algérie française aurait signifié en Métropole une force islamique envahissante aujourd'hui.

Mais on a oublié de fermer les écoutilles et l'eau a quand même envahi le bateau France.

Selon une thèse reprise actuellement par Monsieur Éric ZEMMOUR, cette minorité islamique chercherait à nous coloniser. Cela ressemblerait au temps où quelques centaines d'Espagnols ont posé la main sur l'Amérique du Sud détruisant des civilisations millénaires au nom d'un christianisme politique expansionniste appuyé par l'attrait du métal jaune.

Cette idée, avec un peu de recul sur les grands moments de l'Histoire des civilisations, est loin d'être stupide. Le danger existe, il faut le prendre en considération. Ouvrons nos yeux embués de confort et d'habitudes. Ne dormons plus et agissons pour garder notre culture, notre façon de vivre, notre Patrie.

Les Français viennent en grande majorité d'origine étrangère, à 3, 5 ou 10 générations près. La France a de tout temps été un territoire de passage. La France est notre pays et notre seul pays. Celui de nos derniers ancêtres. Mais tel n'est pas forcément le cas des Français d'une ou deux générations qui ont parfois encore dans le cœur leur pays d'origine ou, en tous cas, qui ont vécu l'apatridie. Pour eux, partir à nouveau n'est qu'une étape supplémentaire à leur souffrance et je comprends donc la volonté de

mon ami de quitter la France si notre liberté de vie n'existait plus dans ce pays.

Mais pour un Français « de souche », pour celui dont la famille a combattu pour la France -son seul pays- la situation est bien différente : ce n'est pas le petit doigt qu'on lui coupe, c'est la tête. Et ça, il ne peut l'accepter s'il n'est pas suicidaire.

Alors oui. Les Français doivent regarder attentivement cette évolution et résister. Résister non pas contre l'Islam pur qui se cantonne à une religion et qui, bien comprise, en vaut humainement bien d'autres, mais contre l'Islam politique, issu du 19e siècle, vindicatif et réactionnaire, qui est le résultat d'une idéologie du pouvoir pour contrôler sa foi et par conséquent, d'un manque de reconnaissance qui devient pathologique (Freud explique) : éliminer les « non-croyants » est pour eux le seul moyen de protéger leur existence, leur foi.

Le procès des terroristes du Bataclan donne le ton. Ces hommes justifient leurs actions de cette façon : « vous bombardez nos frères en Syrie et en Irak... nous, on est des hommes, on bombarde ici sur terre, on n'a pas besoin d'avions... l'heure de la vengeance a sonné. »

Paroles d'âmes blessées, comportement par conséquence. Qu'en conclure ?

Nous leur demandons de nous respecter. Mais pour être respecté, il faut aussi respecter les autres. Or que fait l'Occident ? Nous rêvons d'imposer notre Démocratie au monde en pensant qu'ainsi, nous imposerons la paix. Mais c'est là une grave erreur d'anthropomorphisme.

On ne peut pas imposer notre civilisation aux

autres, comme les autres ne peuvent pas nous imposer leur civilisation. Chaque civilisation est historique comme chaque plante est différente. Changez les racines d'un arbre et il mourra. Action appelle réaction. Ils nous font peur parce qu'ils ont peur.

Ils font naître la peur en Occident parce qu'ils demandent le respect. Si la manière est insupportable et humainement condamnable, elle prend quand même sa source dans une vérité.

Alors apprenons à respecter les autres civilisations et elles respecteront la nôtre.

Cette absence de respect est d'autant plus irraisonnée qu'elle s'infiltré insidieusement par la foi qui est l'un des fleurons de la civilisation.

La difficulté intellectuelle vient ici de la confusion entre temporel et intemporel. L'un et l'autre ont tendance à vouloir le pouvoir sur l'autre.

Avant que la notion d'Etat prenne tout son sens, la société était gouvernée par la religion dominante dans le territoire pendant de nombreux siècles, avec pour forces temporelles des chefs de clans appelés ensuite seigneurs. Elle a de ce fait imprégné la culture de la société située sur ce territoire et lorsque l'Etat est né et a pris le pouvoir, Etat et religion dominante étaient représentés par la même force. Louis XIV, Roi de France de par Dieu, ne soutenait-il pas « l'Etat c'est moi » ?

Il a fallu le siècle des lumières, propre à la France, pour tenter de dissocier le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel. Et malgré les réflexions de Max Weber et Emile Durkheim sur la distinction religion/politique, il a fallu attendre plus de 300 ans la loi du 9 décembre

1905 pour légiférer sur la séparation des Eglises et de l'Etat, ce dernier prenant finalement le dessus sur les autres sous l'idée de la laïcité.

Et cette idée de la laïcité n'est pas, sauf exception, comprise de la même façon dans le monde entier hors de France. Il est confondu laïcité et incroyance. On me dit régulièrement : « dites ce que vous êtes, au moins on respectera votre culture chrétienne ». Passer du respect d'une religion au respect de toutes les religions est une notion très difficile à concevoir pour des civilisations historiquement religieuses qui n'ont pas eu leur révolution culturelle.

La politique est une notion territoriale : elle ne s'applique que sur un territoire précis délimité par une frontière. Elle se veut ordonnancer et protéger une société située sur ce territoire.

La religion, elle, n'a pas de limites : elle est mondiale et se veut s'appliquer à tous les Hommes. C'est en ce sens pourquoi le communisme, prônant une extension mondiale, a parfois été traité comme une religion puisque mondialiste.

Il y a donc encore dans le monde confrontation entre religion et politique, un combat entre deux pouvoirs qui ne peuvent coexister pacifiquement que dans l'idée de séparation des deux dimensions que la laïcité fait comprendre. Dans la plupart des pays, la religion, plus ou moins pacifiquement, a pris le dessus de l'Etat.

Si l'on en croit les études sur la situation en France de l'Islam et de l'Etat, plus de 40% des musulmans vivant en France considèrent que les lois de leur religion sont supérieures aux lois de l'Etat français. Si l'on considère qu'aujourd'hui 10% de la population en France est musulmane, plus de 4% de la population totale ne respecte pas les lois françaises

lorsqu'elles s'opposent à la loi du Coran dans son interprétation moderne.

Cela fait environ 2.800.000 personnes.

Potentiellement, près de 3 millions d'habitants dans ce pays considèrent donc les ordres de l'Islam politique comme applicables en priorité : traitement des femmes, châtements, éducation, charia... De quoi réfléchir et, pour beaucoup, d'agir.

La question est la suivante : la France est-elle en changement culturel et social profond, ou les 64 millions restants doivent-ils résister à cette évolution ? Peut-on accepter qu'une religion remette en question la laïcité obtenue depuis plus de 100 ans ? C'est une opposition entre plusieurs pouvoirs qui risque fort d'être sanglante : opposition du pouvoir de l'Etat et du pouvoir religieux et, corrélativement, opposition entre religions qui voient renaître la possibilité d'obtenir le pouvoir sur l'Etat et sur les autres religions prétendantes.

Actuellement les Français, musulmans ou non, en sont à la réflexion. On parle de laïcité, de la République, du christianisme. En fait, il faut parler de culture du territoire, qui est en France plus imbibée depuis des siècles de christianisme que d'autres religions.

Tout changement de culture est un trauma. Mais le christianisme ne crée plus de charias (qu'en était-il des colonisations du passé comme celle de l'Espagne en Amérique du sud ?). Ses armes sont apparemment la recherche de la paix. Recevant un coup sur la joue, elle temps l'autre joue, pour convaincre que la solution à un conflit n'est pas dans l'agression. Mais est-ce une arme suffisante

face à des actions suicidaires meurtrières ? Je ne le pense pas.

Comment a-t-on procédé pour amoindrir le pouvoir de l'Eglise en France ? Est-ce un exemple à suivre ? Il a fallu plus de 300 ans.

Et peut-on assimiler la force politique et les moyens de l'Eglise de l'époque à la force politique et aux moyens utilisés par l'islamisme d'aujourd'hui ? Rien de comparable.

L'autre problème est que, sans solution politique, l'Etat laisse les religions s'opposer entre elles comme nous venons de le souligner. Or l'Histoire montre que les guerres religieuses sont souvent plus épouvantables que les guerres d'Etats.

Je suis en France et, bien qu'agnostique, j'ai envie de terminer ma vie dans une ambiance de paix et sous une culture française ancestrale. Et je le souhaite pour mes enfants et mes amis.

Je pense que c'est à l'Etat de trouver la solution et non dans l'opposition de deux religions. L'explication et la justification de la notion de laïcité au monde entier m'apparaît comme un élément pacificateur et une solution de rassemblement.

Je pense aussi que le laxisme à tendance « humanitaire » est une faiblesse coupable qui mène au pire. Et je sais aussi que la force aveugle est coupable. Les mesures à prendre rapidement doivent donc être efficaces, mais pesées.

J'ai le désir de dire aux citoyens de ce pays de ne pas rester passifs, mais d'agir avec conscience.

Rappelons les principes statutaires de notre association qui sont le reflet de l'héritage offert par nos ancêtres résistants :

- la liberté

EDITORIAL

- l'ordre consenti
- le patriotisme
- le refus du totalitarisme
- la générosité
- les valeurs humaines essentielles
- la paix
- le volontarisme

Ce qui nous est imposé par l'Islam politique répond-il à ces principes ? A aucun d'entre eux. J'en conclus qu'il appartient donc à notre association de résister contre l'islam politique pour répondre à son objet statutaire et aux désirs profonds de nos aïeux. Merci de me transmettre votre opinion et vos idées.



AU REVOIR MICHEL !

Mon cher Michel,

Tu nous manques déjà !

*Je t'envoie les amitiés de tous les membres de l'association
L'ALLIANCE avec le respect qui t'es dû.*

*Tu as toujours répondu présent depuis la création de notre
association, il y a 21 ans.*

A chaque réunion, tu étais avec nous.

*Le plus ancien de nous tous, tu avais vécu ces moments
d'histoire que tu nous racontais avec brio.*

*Ecrivain, historien, fidèle ami, tu nous aimais et nous
t'aimions.*

*Tu rejoins ta famille, ton épouse et ta fille, ce que tu
attendais.*

*Voici une porte sur le passé qui se ferme. Nous ne
t'oublierons pas. Tu fais partie de notre propre histoire.*

*Nous t'avons apporté le drapeau de l'Alliance qui se baisse
avec respect devant toi.*

Tu nous manques déjà...

Mais nous nous retrouverons... A bientôt mon ami.

*Richard Kauffmann
L'association L'ALLIANCE*



Notre ami Michel Talon nous a
quitté.

Il était le plus ancien de nous tous
et un grand amoureux de la France.



Qui était Michel Talon ?

Voici son Curriculum Vitae

Michel TALON

Né à Amiens le 7 janvier 1930.

1937/38 : Louveteau à Amiens où ses parents résident. Il poursuit sa scolarité à Fort-Mahon-Plage.

1940 : Il échappe à la mort après une éviscération en pleine bataille d'Abbeville.

1944 : Après l'opération « Jérico » (bombardement de la prison d'Amiens), il quitte clandestinement Fort-Mahon-Plage pour Joinville-le-Pont où ses parents sont hébergés par sa tante.

25 août 1944 : Malgré son jeune âge, il participe à la défense du pont de Joinville en alimentant en munition un tireur d'élite FFI engagé au combat.

1945 : Il ressuscite la troupe scout de Joinville le pont et un groupe de « Coeurs-vaillants ».

1950 : Fan de cinéma, il crée le « ciné-club » de Joinville-le-Pont dont il est le président à la cité du Cinéma en 1952, il y fera la connaissance d'Huguette.

Professeur d'histoire-géographie dans une boîte à « bachots », sa mère le pousse à une carrière militaire et il intègre le service cinématographique des armées au Fort d'Ivry et le 5ème Dragon dont il est le vice-président.

1954 : Il épouse Huguette à Joinville-le-Pont. De cette union naîtra deux filles : Jocelyne, morte accidentellement à l'âge de 16 ans et demi et Brigitte.

1960 : Parallèlement, il reprend les études au Arts et métiers pour devenir ingénieur. Puis en s'installant à Orly, il devient membre de l'association des parents d'élèves.

1970 : En pleine guerre froide, il est intégré au CEA commissariat à l'Energie atomique comme ingénieur technicien puis à la DMA (domaine des applications militaires). Appelé par Charles Hernu au ministère de la défense, il intègre le groupement des études et renseignements militaires stratégiques.

1970 : Il s'engage en politique au parti socialiste et se présente contre Gaston Viens. Il crée le journal présence d'Orly en collaboration avec de nombreux Orlysiens.

1972 : Après le décès de Jocelyne, il fonde la FLPA (Fédération des Loisirs de Plein Air) puis le Centre Intercommunal. De jeunes Orlysiens découvrent les classes de mer à Fort-Mahon-Plage et le char à voile. Il sera médaillé d'or de la jeunesse et des sports.

1992 : A la retraite, il devient commissaire-coordonateur au protocole du ministère de la défense et responsable de la mémoire partagée, collection mémorielle.

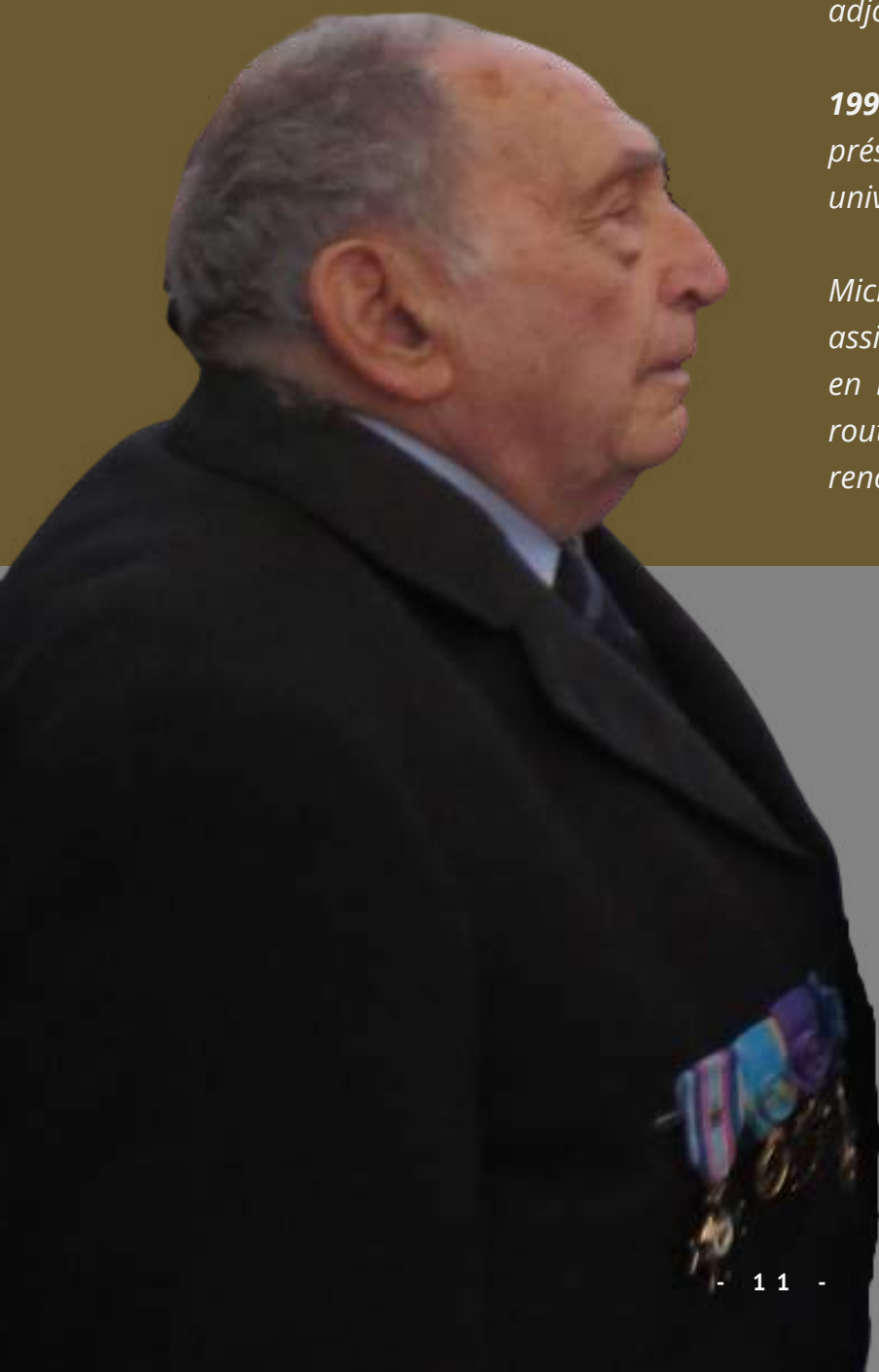
QUI ÉTAIT MICHEL TALON ?

1967-2005 : Délégué cantonal puis départemental de l'éducation nationale, Président de délégation 11e circonscription, il est nommé officier des palmes académiques. Parallèlement, il devient membre d'honneur de l'association L'Alliance qui fût un groupement de résistants chargés du renseignement clandestin et de sa transmission vers l'Angleterre entre 1942 et 1944, aujourd'hui association de mémoire.

1994-2009 : Il intervient comme historien dans les lycées et collèges après la publication de son 1er livre « Les sables de l'oubli, Jéricho fortitude 19944, en quête de vérité », puis de son 2ème ouvrage en 2006 « Adrienne poilue et militante de la paix » destinés aux combats des femmes du XXe siècle (prix national du livre en 2006). Puis en 2012, « Mélanie poétesse Bretonne », trilogie en association avec d'autres auteurs Il devient membre des écrivains combattants en tant que secrétaire générale adjoint. Médaille d'or du Souvenir français.

1993-2021 : Fondateur, président puis président d'honneur à l'association « université pour tous » à Orly.

Michel TALON était un croyant et pratiquant assidu. Après le décès de sa fille, c'est sa foi en Dieu qui lui a permis de poursuivre sa route et lui a donnée la force et l'énergie du renouveau.



QUI ÉTAIT MICHEL TALON ?

Michel Talon, qui vivait dans son enfance sur la côte picarde, s'est passionné pour les déminages clandestins pendant la 2e guerre mondiale et qui ont eu lieu à quelques kilomètres de là. Il s'informa également sur l'opération Jéricho, épopée historique de la région, et écrivit un livre sur le sujet : Jéricho-Fortitude 1944, aux éditions Martelle.

Les Déminages clandestins sur la côte picarde

Il y a 70 ans, soit à peine une vie, le Réseau Alliance regroupait des résistants qui étaient des membres de l'armée française par décision exceptionnelle du Général Giraud. Surtout actif sur la région côtière picarde, ce réseau, principalement réseau d'information, participait parfois à des actions techniques avec des réseaux locaux. C'est ainsi qu'il participa à trois déminages clandestins sur les côtes picardes.

Pourquoi ces déminages ?

Pour comprendre, il faut se remettre dans le contexte historique.

Le 19 août 1942, le débarquement sur Dieppe fut une catastrophe aussi bien techniquement qu'humainement. Le résultat fut une cuisante défaite que les Allemands ne manquèrent pas d'utiliser pour leur propagande.

Maintenant, revenons sur une histoire beaucoup moins connue. Un autre débarquement était prévu en Picardie, en baie de Somme avec l'aide de ports artificiels, car aucun port ne pouvait être pris à l'ennemi. Ces ports seraient remorqués des côtes anglaises et serviraient aux débarquements du matériel et des troupes.

Nous savons maintenant que la nouvelle tentative de débarquement devait se faire, non pas en Normandie, mais en Picardie, avec un accès direct vers l'Allemagne.

Pour préparer ce débarquement, il fallait tracer des routes vierges de mines. Ce fut l'objet des trois déminages. Ces actions s'inscrivent donc dans une logique stratégique du quartier général des Alliés, au plus haut niveau. La mission était d'ouvrir la route aux blindés et véhicules militaires.



Trois déminages furent décidés :

- Un, au Hâble d'Ault, près de Cayeux sur Mer.
- Un, au Bout des Crocs, près de Saint-Quentin en Tourmont.
- Et un, à la Baie d'Authie, près de Fort Mahon Plage.

Le Réseau Alliance participa à ces déminages. Certains de ses membres furent arrêtés et déportés.



Voici les acteurs des ces déminages :

2ème Compagnie du Marquenterre :

Fernand BACQUET, Roger GALLET, Paul PHILIPPE, Georges BATAILLE, Georges WATEL, André MONTEUX, André POIGNANT, Richard LAMOUR, Raymond LEMAIRE, Louis PETIT, Pierre GOURLAIN, André GEFFROY et Manuel FARIA.

3ème compagnie FTP du Yimeu :

René CHAPELLE, Maurice BOIGNARD, Gabriel TELLIER, Emile LENOBLE, Lucienne FORESTIER-GAILLARD, Madame Robert GABARD, Serge LECUL, André GAILLARD, CALIPPE et Gabriel SERGEANT.

Entreposage et cache des mines :

Robert GABARD, Auguste DEFOSSE-FISHER, Marcel DOLIQUE, Jean HEU et Maria CHAPELLE.

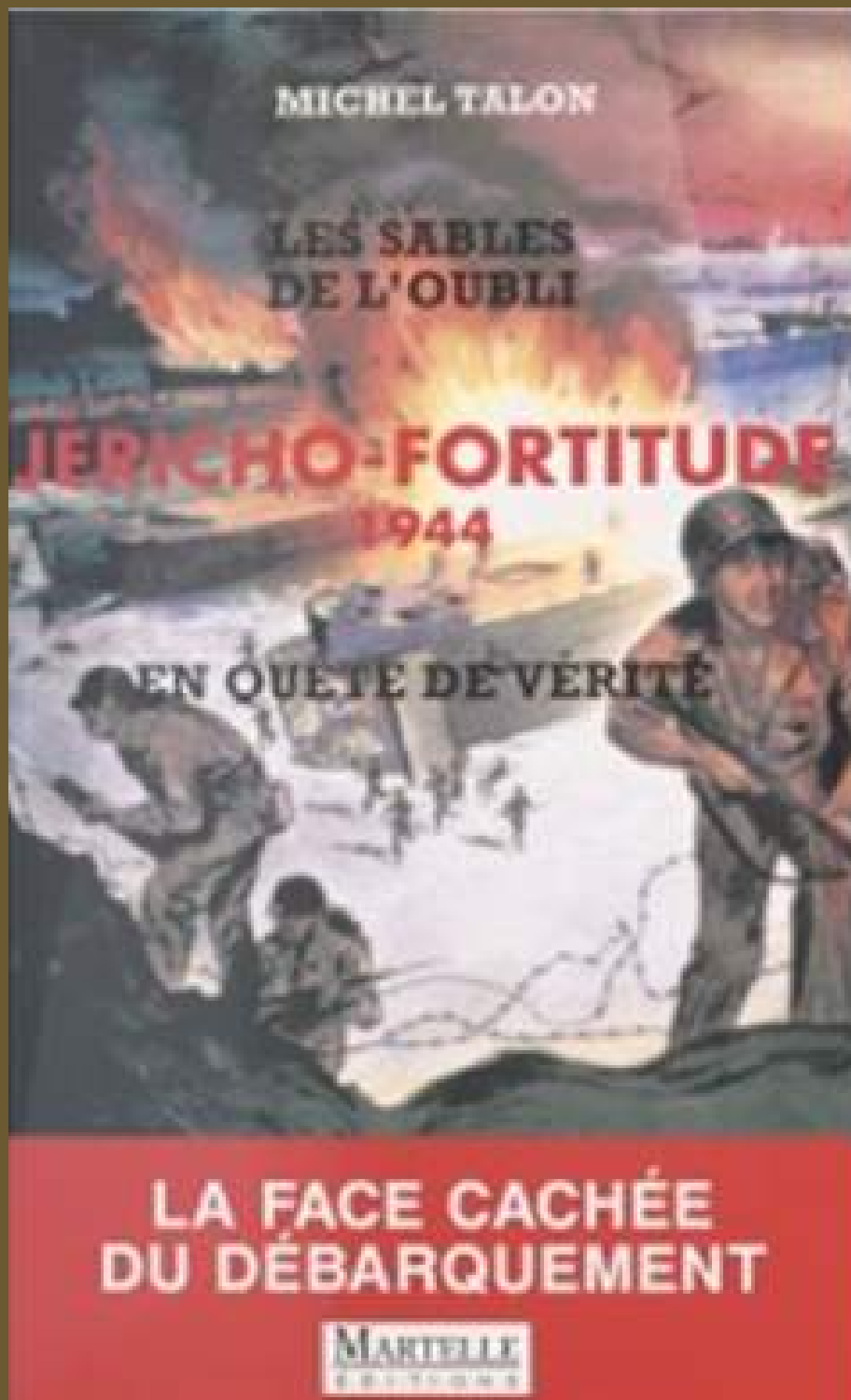
Le 15 juin 2013, eu lieu, à Fort Mahon, une cérémonie en hommage à ces hommes et femmes qui ont risqué leur vie en participant, activement, à des actions pouvant aider à libération du territoire français.

Monsieur Richard KAUFFMANN, Président de l'Association l'Alliance, concluait son discours par cette phrase :

« Nos démineurs doivent être vivement remerciés de leurs actions: ils ont été les pions de l'échiquier sur lesquels il fallait compter pour gagner la partie ».

(Rédaction: Mr Jean Michel Renaux Délégué général - Sources : discours de Mr Richard Kauffmann, Président de l'Association l'Alliance - Mr Michel Talon, La Mémoire Partagée - Service Historique de la Défense - Témoignages des survivants - Livres : Les sables de l'oubli, Martelle Editions - Chemins de la Mémoire, DMPA Ministère de la Défense)

QUI ÉTAIT MICHEL TALON ?



Jéricho-Fortitude 1944, aux éditions Martelle.

Je journal PICARDIE MARITIME, secteur où il avait vécu une grande partie de sa vie avec son épouse avant de se rapatrier sur Orly, a publié un article sur Michel que nous reproduisons ici :

PICARDIE MARITIME. Michel Talon, ancien combattant originaire du Vimeu, nous a quittés

Michel Talon, ancien combattant de la Seconde Guerre mondiale et originaire de Friville-Escarbotin, est décédé à l'âge de 91 ans. Il a été inhumé à Orly (Val-de-Marne) lundi 9 août.

Michel Talon nous a quittés la semaine dernière dans sa 92^e année. L'ancien combattant était originaire de Friville-Escarbotin, où il vivait avec sa mère Adrienne Dumeige, grande dame de la Première Guerre mondiale pendant laquelle elle a soutenu les soldats au plus proche du front. Elle était infirmière.

En 1944, Michel Talon avait pris les armes à l'âge de 15 ans pour libérer Joinville (Haute-Marne) de l'oppression allemande dans un épisode qui fût renommé La bataille du Pont.

« C'était un passeur de mémoire », confie, attristé, Jean-Pierre Mennessier, président du Souvenir Français de Friville-Escarbotin.

Michel Talon avait notamment reçu la médaille de la ville de Friville-Escarbotin en 2016 pour son implication dans le devoir de mémoire dans le secteur.

Combattant, mais aussi écrivain, ce grand monsieur a été un ambassadeur de la Picardie Maritime et de Friville-Escarbotin pendant toute sa vie, grâce notamment à ses nombreux

ouvrages rendant hommage à sa mère et dévoilant les secrets des préparatifs du Débarquement.

De nombreux hommages

Beaucoup de personnalités ont tenu à lui rendre hommage. À commencer par Michel Delépine, maire de Mers-les-Bains, qui regrette « un homme aux convictions ancrées et au caractère affirmé ».

« C'est un homme qui a beaucoup donné à la France »

Pour Lucienne Forestier, ancienne Résistante et grande amie de Michel Talon, c'est un grand désarroi. « Je ne m'y attendais pas. C'est avec une grande tristesse que j'ai appris la nouvelle. C'est un homme

qui a beaucoup donné à la France ».

Le député Emmanuel Maquet, lui, décrit un homme toujours volontaire. « Il avait été présent lors de l'inauguration du Monument aux Morts installé entre Le Tréport et Mers-les-Bains. C'était un homme très attaché à la Picardie Maritime ».

L'association du Souvenir Français tenait également à lui rendre hommage. Antoine Depta, délégué général dans la Somme, affirme que « l'esprit de Michel Talon restera dans toutes nos actions ».

Jean-Pierre Mennessier raconte qu'en 2016, l'ancien combattant avait préféré assister à la cérémonie de Friville-Escarbotin plutôt qu'à une cérémonie nationale. Michel Talon a été inhumé dans un cimetière d'Orly, dans le Val-de-Marne, emportant avec lui ses souvenirs qu'il a essayé de transmettre pendant toute sa vie.

Alan Sénicourt



Michel Talon a été inhumé à Orly (Val-de-Marne) lundi 9 août (©Jean-Pierre Mennessier).

MICHEL ÉTAIT PARTOUT, À
TOUTES LES
MANIFESTATIONS !

LES FUSILLES DE LA PRISON DE CAEN

PAR M.A. DE SAINT POL



Secteur FERME : les fusillés de la prison de Caen le 6 juin 1944

Les archives de la DGSE concernant la période 39-45 ont été déclassées en 1999. Elles sont considérables. En 2014 a été créée une série GR 28 P3 « Dossiers généraux des réseaux » dans laquelle on trouve une sous série 70-71 concernant le réseau ALLIANCE. Ces archives comportent beaucoup de documents en allemands dont certains n'ont jamais été traduits, ni exploités.

C'est le cas de quelques 80 pages de rapports sur les interrogatoires auxquels ont été soumis les 16 internés et fusillés du réseau par la gestapo de Caen.

Marc-Antoine de Saint Pol, fils de l'une des victimes de ce massacre a réalisé un recueil, reprenant intégralement les rapports allemands avec leur traduction. Il les replace dans leur contexte, y apporte des informations complémentaires et des commentaires.

C'est un document exceptionnel à plusieurs titres :

Les documents qui étaient à la gestapo de Strasbourg n'avaient pas été transférés en Allemagne avant l'arrivée de l'Armée de Leclerc, ce qui a permis aux services secrets français de les récupérer.

Les comptes rendus de ces interrogatoires qui n'ont jamais été traduits ni exploités, comportent la signature de chacune des victimes. Ils constituent une nouvelle preuve de l'engagement de ces résistants et des souffrances qu'ils ont endurées au cours de ces interrogatoires.

Ils confirment que ces résistants ont accompli jusqu'au bout leur mission, trompant l'ennemi et n'avouant pas qu'ils avaient participé, par les renseignements fournis, à la confection d'une carte d'environ 17 mètres sur les défenses allemandes de la côte normande transmise aux services secrets britanniques du MI6 en janvier 1944.

Les familles concernées en ont pris connaissance avec recueillement et émotion. Il est, pour les générations futures, un document « souvenir » qui leur rappellera que dans leur famille il y a eu un héros, mort pour la libération de la France et la défense de la Liberté.

Outre les familles des victimes, ce document a été donné à quelques historiens normands, ainsi qu'au SHD de Vincennes et de Caen. Il est sur le site de l'Association et peut vous être communiqué par mail en faisant la demande à l'adresse de son auteur (madesaintpol@orange.fr).

LES FUSILLES DE LA PRISON DE CAEN ?

L'association possède la liste exhaustive des membres du réseau ALLIANCE dans le secteur FERME ainsi que leur organisation. Ce document, présenté en fichier EXCEL, est disponible sur demande par e-mail (reseaualliance44@gmail.com).

Cérémonie du 6 juin 2021 A la mémoire des Fusillés de la prison de Caen le 6 juin 1944

- 6 juin 2019, une commémoration exceptionnelle avancée au 5 juin, en raison de la venue du Président de la République. Pour la première fois un Président venait honorer le souvenir de ces résistants, rappelant ainsi à la Nation toute entière que ces victimes du nazisme donnèrent leur vie pour la défense de la Liberté. Il y avait plus de 120 personnes des familles à se recueillir devant les courettes du massacre, et une foule pour la cérémonie officielle qui se tenait à l'extérieur de la prison.

- 6 juin 2020, une cérémonie bien triste, pour cause de contraintes sanitaires, avec seulement 10 personnes qui furent autorisées à entrer dans la prison, les présidents des associations qui représentaient les familles des victimes et les porte-drapeaux.

- 6 juin 2021, une cérémonie magnifique sous le signe du recueillement, de l'émotion et de la beauté des interventions, tout en respectant l'assouplissement des contraintes sanitaires.

Dans la prison, une cinquantaine de personnes (2 par famille) dont 4 porte-drapeaux, ont été autorisées à pénétrer pour se recueillir. Parmi les drapeaux celui de L'ALLIANCE, porté par le petit fils de Jean CABY, radio-émetteur du Secteur « Ferme »

« Ferme » du Calvados. Cérémonie organisée par Monsieur J-P Hébert président de l'Association des Déportés et Internés Résistants et Politiques et Familles de Disparus-Souvenir et Jeunesse du Calvados. Devant la prison, cérémonie organisée par Madame Valérie Rapeaud, Directrice des Relations Publiques et du Protocole à la Mairie de Caen, avec un nombre d'officiels limité :

M. Jean-Philippe VENNIN, Sous-préfet, Secrétaire général de la Préfecture du Calvados,
M. Joël BRUNEAU, Maire de la ville de Caen
M. Fabrice LEVIGOUREUX, Député de la circonscription,
Mme Corinne FERET, Sénatrice du Calvados,
Mme Sonia de La PROVOTE, Sénatrice du Calvados,
M. Marc MILLET représentant M. Hervé MORIN, président de la Région Normande,
Mme Sophie SIMONET représentant M. J-L DUPONT président du département du Calvados,
M. Patrick NICOLLE, Conseiller municipal, délégué à la mémoire et aux anciens combattants,
M. Jean-Marie LANDAIS Directeur de la Maison d'Arrêt de Caen,
Colonel LACHATRE, Commandant au sein du groupement de gendarmerie du calvados,
Colonel PILLE Directeur du SDIS.

Au cours de cette cérémonie, nous avons eu

- Une allocution de Bernard Duval, résistant déporté, né le 19.5.1925 à Caen, résistant du Calvados dans un groupe rattaché au Front National, arrêté le 10 mars 1944, déporté à Neuengamme, transféré à Sachsenhausen, libéré par les soviétiques au printemps 1945.
- Une lecture d'extraits de correspondances de Guy

LES FUSILLES DE LA PRISON DE CAEN ?

-L'interprétation musicale par La Fraternelle de « Drei equali » de Beethoven.

-L'appel des noms des fusillés, selon leur réseau d'appartenance, ceux du réseau ALLIANCE étant les plus nombreux avec 16 victimes, avec dépôt de pétales par les petits enfants ou arrières petits-enfants des résistants.

-Présentation du jeune Noah Lavallée, auteur de la phrase « Pour moi la liberté c'est d'aller à l'école grâce à des gens qui se sont battus pour la défendre » et dessinateur du Bleuet sur lequel figure cette inscription, mots qui ont été retenus pour décorer le carton d'invitation à cette cérémonie. Il était accompagné de Monsieur Olivier Fosset, professeur au collège Jean-Moulin.

-Chant des Partisans par La Fraternelle.

-Dépôt de gerbe par les Autorités.

-Sonnerie aux Morts, Minute de silence, Marseillaise par La Fraternelle, et Salut des autorités aux drapeaux, aux familles et à La Fraternelle.

Témoignage de Guy de Saint Pol présenté par Madame Valérie Rapeaud :

Guy de Saint Pol, agent du Réseau ALLIANCE, arrêté le 17 mars 1944, enfermé dans un cachot insalubre dont il ne sortait que pour des interrogatoires, regagne, au bout de 47 jours, une cellule « normale » avec les autres prisonniers. Les visites n'étaient pas admises mais les prisonniers pouvaient donner leur linge sale à leur famille. Ainsi, Guy de Saint Pol communiquera avec sa famille, au moyen de 7 petites feuilles de papier glissées dans les ourlets de chemises. Les prisonniers recevaient aussi des colis de nourriture de leur famille, par l'intermédiaire d'un gardien de la prison dénommé « petit père » (P.P.).

Deux extraits de ses correspondances seront lus par son fils :

Dans le premier, il cite les camarades avec lesquels il a partagé la cellule 28. Il s'agit de :

- A.C. : André Coudrey du réseau de résistance « Zéro France » et du réseau « Lepeu » déporté, mort au camp de Sachsenhausen le 24 avril 1945.

- F.C. : Fernand Coudrey, du même réseau que son frère André, déporté, libéré au printemps 1945 du camp de Mauthausen.

- H : Jean Hébert, membre du groupe FTP de Caen, fusillé le 6 juin. Oncle de Jean-Pierre Hébert, président de l'Association des Déportés et Internés Résistants et Politiques et Famille de Disparus (ADIRPFD) Souvenir et Jeunesse du Calvados.

Dans le deuxième extrait, il organise pour son épouse une visite à la prison !!!

1er extrait : Mercredi 24 mai

«.... Depuis le 3 mai j'étais donc avec A.C et H. Ils m'ont sauvé la vie avec leurs colis. Si j'étais resté au régime sec 8 jours de plus je ne tenais plus debout (étourdissements etc.) C'est inouï ce que j'ai souffert de la faim. Je dois une immense reconnaissance à F.C. et A. C. Je ne dois pas oublier qu'ils ont partagé ce qu'ils avaient avec moi, de même H. J'ai cru arriver au paradis en arrivant avec eux ! Pense donc, voir du beurre et de la viande après 47 jours de diète (sauf jus de choux et pain sec). Samedi donc, A.C. est parti avec bon moral. Cela m'a bien peiné de le quitter. Il était très gentil et bon camarade... Depuis ce matin amélioration encore. Je suis seul avec H. et je t'expliquerai plus tard pourquoi. Nous disons en commun le Rosaire le matin et un autre à 4 heures le soir, et beaucoup de prières matin et soir lues dans mon missel, puis très souvent dans la journée...

2ème extrait :

Si tu viens lundi à Caen pour le colis, je pourrai te voir par la fenêtre de ma nouvelle cellule. Tu prendras la rue à gauche... Tu passeras donc sur le trottoir. Je suis à la première fenêtre du 3ième étage à partir de l'angle des deux corps de bâtiments.

LES FUSILLES DE LA PRISON DE CAEN ?

Je te ferai donc signe entre 2 et 3 heures à cette fenêtre. Ne fais aucun signe surtout (tu te ferais arrêté), fais semblant de ramasser quelque chose à terre. Ce sera le signe que tu m'as vu. Ne reste pas longtemps, passe deux fois c'est tout. Si je ne te vois pas le lundi 29, ce sera le jeudi après le colis de linge. Je te verrai certainement mieux que tu ne me verras. Ce sera une telle joie pour moi petite chérie !

Je joins à ma lettre un petit mot de mon camarade H. pour sa mère. Tu l'as peut-être déjà vue ! Tu auras son adresse chez Mme Lallier ou chez le curé de Saint-Jean Eudes. Tu pourras le lui remettre lundi si possible. Le père travaille au Syndicat... Dis-lui que son lapin était très bon...

Ma pensée ne vous quitte pas un instant... Aie la même confiance que moi dans l'avenir si prochain qui sera si beau... ».

Au terme de cette cérémonie où ils étaient moins nombreux qu'en 2019, beaucoup d'échanges entre les familles, les uns et les autres, se sont naturellement établis, notamment avec les présidents des Associations, ADIRPFD-SJ, J-P Hébert et Mémoire de la Résistance Normande, G. Fournier, qui vont prochainement fusionner et porter le nom de « Mémoire de la Résistance et de la Déportation Normandes ». Cette fusion contribue à pérenniser le souvenir des membres de nos familles qui ont tout donné pour la défense de la France et de la Liberté.

Personnellement, j'ai eu beaucoup de contact avec les familles des fusillés du réseau Alliance m'exprimant leur émotion et leurs remerciements pour le recueil que je leur avais adressé, concernant les interrogatoires des 16 résistants prisonniers par la gestapo qui n'avaient jamais été traduits ni publiés. Nous progressons ainsi dans la connaissance de certains faits de nos héros et dans la culture de la Mémoire.



LE GCR DANS LA RESISTANCE



PAR FRANÇOIS ROMON

François ROMON, fils de Gabriel ROMON membre du réseau ALLIANCE, rappelle ici comment le GCR est né (Groupement des contrôles radioélectriques), institution d'Etat dont l'objet initial fut détourné au profit de la Résistance.

Une longue action courageuse et dangereuse, qui se termina cruellement pour ses principaux héros instigateurs.

Cette histoire dans l'Histoire fut l'objet de sa thèse de doctorat en Histoire moderne et contemporaine soutenue le 15 avril 2015.

La création du GCR, août 1940

Le 2 septembre 1939, c'est la mobilisation générale en France.

Les capitaines transmetteurs Gabriel Romon, Marien Leschi et Edmond Comboux sont mobilisés au GQG du général Gamelin. Le commandant transmetteur Paul Labat reste à la tête de la Section d'étude du matériel des Transmissions. Le capitaine André Mesnier est mobilisé comme commandant des Transmissions de la 19ème Division d'infanterie.

À partir du 10 mai 1940 les Français et les Britanniques sont très vite débordés par l'offensive allemande à travers les Ardennes, que l'état-major général des armées jugeait pourtant impénétrables.

Le 16 juin 1940, résigné à ce que les combats

combats prennent fin, Paul Reynaud demande au président de la République Albert Lebrun de le remplacer à la Présidence du Conseil par le maréchal Pétain. Au moment même de cet abandon au plus haut sommet de l'État, la Wehrmacht traverse la Loire.

Le général de Gaulle, à l'inverse du général Weygand et du maréchal Pétain, choisit de continuer le combat. Le 18 juin 1940, il lance son appel aux Français sur la BBC.

Le 19 juin 1940, le gouvernement se résigne à accepter les conditions d'Hitler et à signer l'armistice.

Les transmissions militaires françaises, réputées les meilleures à l'issue de la Première Guerre mondiale, en sont arrivées à faire complètement défaut aux armées françaises en mai-juin 1940. Partout les capacités d'acheminement du trafic radio sont restées très inférieures à ce qu'elles auraient dû être pour que les

renseignements et les ordres puissent parvenir à destination de manière satisfaisante. C'est surtout l'emploi des transmissions radio par rapport au rôle nouveau qu'elle pouvait jouer dans les combats de mouvement, tels que les ont imposés la Wehrmacht aux armées françaises en mai 1940, qui a été mis en défaut, le haut-commandement étant resté figé dans le choix d'une guerre de position défensive.

Les responsables des transmissions affirment à l'unisson qu'ils n'ont pas été écoutés, que la télégraphie militaire était la dernière des préoccupations des chefs de l'armée française et que leurs équipements et leurs effectifs étaient bien inférieurs à ceux des transmetteurs allemands. Cette frustration des transmetteurs, qui s'ajoute à l'humiliation – qu'ils partagent avec tous les militaires – d'une débâcle sans précédent, a été déterminante dans la décision que les officiers dirigeant les services techniques des Transmissions ont prise, dès l'armistice signé, de continuer le combat contre l'envahisseur allemand.

De suite après la signature de l'armistice, le capitaine Romon est nommé en zone sud dite « libre », comme chef du Groupement des unités d'écoute et de radiogoniométrie, le GUER. Mais son service est promis à la disparition en application de la convention d'armistice qui impose aux Français la suppression de toute activité liée au renseignement militaire. Gabriel Romon propose alors de regrouper tous les moyens d'écoutes radioélectriques de l'armée, c'est-à-dire le GUER, qu'il commande, plus les écoutes du Service radioélectrique de sécurité du territoire, et de les rattacher aux PTT. Son projet est retenu par le général Weygand, ministre de la Défense nationale, qui réussit à le faire accepter par la Commission d'armistice : c'est la création du

Groupement des contrôles radioélectriques, le GCR, le 10 août 1940, sous la direction de Paul Labat.

Outre son centre principal, ici-même, à Hauterive, dirigé par Gabriel Romon, le GCR comprend quatre centres secondaires : Francheleins dans l'Ain, Bouillargues près de Nîmes, Bordères-sur-L'Échez près de Tarbes (Hautes-Pyrénées) et Argenton-sur-Creuse (Indre), tous donc en zone sud dite « libre », portant ses effectifs totaux à 400 agents.

La préparation secrète de la reprise du combat contre l'occupant, au sein même de l'appareil de l'État français, août 1940 – novembre 1942

Très vite, tout en satisfaisant aux missions officielles qui leur étaient assignées par le gouvernement de Vichy, Paul Labat et Gabriel Romon utilisent le matériel et les compétences des opérateurs radio volontaires du GCR pour intercepter, par écoutes radioélectriques, des informations sur les forces d'occupation, qu'ils transmettent au Service de renseignements français camouflé et au Military Intelligence 6, le MI 6, à Londres. Le GCR est ainsi le premier des services techniques des Transmissions à s'être engagé dans la résistance, bientôt suivi des deux autres services techniques, le Service radioélectrique de sécurité du territoire, installé à Saint-Jean d'Heurs (Puy-de-Dôme), dirigé par Marien Leschi, et la Section d'étude du matériel des Transmissions, entièrement camouflée au sein des PTT.

Dans son bureau de directeur du GCR d'Hauterive, Gabriel Romon avait fait afficher ce vers d'Edmond Rostand, l'auteur de *Cyrano de Bergerac* : "C'est la nuit qu'il est beau de croire en la lumière".

En octobre 1942, Maurice Nègre, fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères à Vichy, crée Super-NAP, Noyautage de l'administration publique, que

Paul Labat et Gabriel Romon rejoignent dès sa création, au titre des PTT.

L'entrée dans la clandestinité pour continuer le renseignement militaire des forces alliées, jusqu'à la victoire finale, novembre 1942 – mai 1945.

Après le débarquement allié en AFN, en novembre 1942, avec l'invasion de la zone Sud par les Allemands et la dissolution de l'armée d'armistice, le matériel du Service radioélectrique de sécurité du territoire est saisi par l'occupant, les centres secondaires du GCR sont fermés. Le centre principal d'Hauterive est maintenu, mais réduit aux seules écoutes radioélectriques civiles.

En avril 1943, Edmond Combaux s'échappe par l'Espagne et rejoint la France libre à Londres. Il s'engage dans le Bureau central de renseignements et d'action, le BCRA, où il est nommé chef du Bloc planning, chargé d'établir les plans de sabotage par la résistance intérieure pour aider au débarquement allié en Normandie.

En juin 1943, Paul Labat et Gabriel Romon sont mutés de la direction du GCR à la direction des télécommunications des PTT, à Paris. Parce que, dans ces années noires, la vie est un peu moins dure à la campagne qu'à Paris mais sans doute aussi pour laisser les coudées plus franches à Gabriel Romon dans ses activités clandestines, la famille Romon reste à Saint-Yorre.

Marien Leschi entraîne à sa suite l'ensemble du Service radioélectrique de sécurité du territoire dans l'Organisation de résistance de l'armée, l'ORA, tandis que Gabriel Romon, déjà membre de Super NAP PTT, rejoint le réseau Alliance en mai 1943, « en qualité de chef technique de la radio sous le pseudo de « Cygne ».

Paul Labat, déjà membre de Super NAP PTT – comme Gabriel Romon – rejoint de son côté le réseau Gallia de la France libre.

Gabriel Romon monte alors, en recrutant des

opérateurs radio volontaires au sein du GCR, cinq centrales clandestines d'écoutes radio.

En septembre 1943, il regroupe ces centrales clandestines dans un ensemble structuré au sein de NAP PTT qui prend le nom de Service des transmissions nationales, le STN, et, en octobre 1943, il intègre la totalité du STN au réseau Alliance, au sein duquel il sera appelé le « Groupe Romon ».

La répression nazie s'abat sur les transmetteurs résistants et le réseau Alliance, juin 1943 – janvier 1945

En juin 1943, un opérateur radio du GCR de Francheleins et un agent administratif du GCR d'Hauterive sont les deux premiers arrêtés par la Gestapo.

En juillet 1943, quinze membres du Service radioélectrique de sécurité du territoire sont arrêtés, dont le commandant Leschi.

Le dimanche 12 décembre 1943, Gabriel Romon est arrêté par la Gestapo à son domicile de Saint-Yorre, où il était venu passer le week-end, depuis Paris. Le lendemain 13 décembre et le surlendemain 14 décembre, cinq chefs de service du GCR sont arrêtés à Hauterive. Le GCR est complètement décapité. Ces arrestations sont la suite des dénonciations de Max Garrigues-Perrières, ancien radio du GCR d'Hauterive, passé à la Milice de Vichy. Il a été arrêté après la guerre, jugé et condamné à 20 ans de travaux forcés.

Gabriel Romon est d'abord incarcéré à Vichy puis à la prison de Moulins, la « Mal-coiffée », avant d'être interné à la prison de Fresnes. Il est ensuite déporté en Allemagne pour être jugé par le tribunal de guerre du III^e Reich.

Paul Labat, bien que déjà engagé dans les réseaux Super NAP PTT et Gallia, prend immédiatement la suite de Gabriel Romon dans le réseau Alliance. Mais il est lui-même arrêté, le 28 mars 1944, à Paris, par la police française, qui le livre aux Allemands.

LE GCR DANS LA RESISTANCE

Le commandant André Mesnier est arrêté le 20 mai 1944.

La traque de la Gestapo continue, jusqu'en août 1944, avec les arrestations de dix-sept opérateurs radios du GCR passés dans la clandestinité du STN.

Marien Leschi et quatre de ses adjoints sont déportés, sans jugement, au camp de Dora.

Le 15 juin 1944, Gabriel Romon est condamné à mort par le tribunal de guerre du III^e Reich, ainsi que cinq de ses opérateurs radio du GCR et du STN. Tous les six sont fusillés à Heilbronn (Allemagne) le 21 août 1944, avec dix-huit autres membres du réseau Alliance.

Paul Labat est déporté au camp de Schirmeck. Il fait partie, avec six opérateurs radio du GCR et du STN et un radio du Service radioélectrique de sécurité du territoire, des 107 membres du réseau Alliance massacrés par les SS dans la nuit du 1^{er} au 2 septembre 1944 au Struthof : une balle dans la nuque puis les corps jetés dans le four crématoire du camp.

Avec l'avancée des armées alliées sur le Rhin, dans la semaine du 23 au 30 novembre 1944, les membres du réseau Alliance détenus en Allemagne qui n'ont pas encore été jugés, sont systématiquement extraits de leurs prisons par les SS et abattus. Parmi ces soixante martyrs d'Alliance, cinq radios du GCR et du STN.

André Mesnier, déporté sans jugement à Dachau, décède au Kommando d'Allach le 20 décembre 1944.

Au bout de la nuit de l'Occupation, la lumière de la Libération.

Le débarquement allié en Normandie a enfin lieu, le 6 juin 1944.

Sur les cinq officiers transmetteurs qui incarnent la résistance au sein des services techniques et qui ont tant œuvré pour préparer ce débarquement, quatre ont déjà été arrêtés et sont internés alors dans les

prisons ou les camps de concentration allemands : Gabriel Romon, Marien Leschi, Paul Labat et André Mesnier. Seul Edmond Combaux est à Londres où il a activement participé à la préparation du débarquement.

Au total, trente-trois transmetteurs des services techniques sont morts dans la Résistance – dont vingt-six pour le seul GCR – plus André Mesnier.

Dix membres du GCR et du STN ont été déportés mais sont rentrés, ainsi que neuf membres du Service radioélectrique de sécurité du territoire, dont Marien Leschi.

L'héritage de la résistance des transmetteurs des services techniques et la mémoire de leur sacrifice

Le 15 mars 1945, le Gouvernement provisoire de la République française prend un arrêté intégrant le GCR à la Direction générale des études et recherches, qui deviendra le SDECE, aujourd'hui la DGSE.

Toutes les actions menées par les transmetteurs des services techniques ont été homologuées à la Libération en tant qu'actions des Forces françaises combattantes ayant débuté dès le lendemain de l'armistice de juin 1940.

Le 8^{ème} Régiment des Transmissions, porteur des traditions de l'arme, est le seul régiment de toute l'armée française dont le drapeau porte dans ses plis l'inscription « Résistance, 1940-1944 », notamment pour les actions de renseignement militaire des forces alliées, menées au sein des trois services techniques des Transmissions.

Cette résistance est constamment honorée par l'arme des Transmissions depuis plus de 70 ans. Mais elle reste inconnue du grand public. Elle est très peu évoquée par les historiens et toujours comme incidente d'autres actions, qui sont, elles, bien documentées : le déchiffrement d'Enigma et la Source K, en particulier.

Après le baptême, le 12 mai 1946, d'une des

LE GCR DANS LA RESISTANCE

principales artères de Saint-Yorre rue du Commandant Romon, c'est le 25 juin 2007 que cette plaque commémorative a été dévoilée, ici, sur le fronton de l'actuelle Mairie d'Hauterive, site du principal centre du GCR sous l'occupation et c'est le 12 décembre 2008 qu'a été dévoilée une plaque à la mémoire du Commandant Gabriel Romon devant le 86 Route de Thiers, à Saint-Yorre, là où la gestapo est venue l'arrêter le 12 décembre 1943.

La JNR est l'occasion qu'ont su saisir l'ANACR-Allier et les municipalités d'Hauterive et de Saint-Yorre de faire mieux connaître aux habitants de Vichy et de sa région cette résistance qui est née sur leur sol. Qu'ils en soient vivement remerciés ainsi que le lycée Saint-Pierre de Cusset et la compagnie Procédé Zèbre.

Le lieutenant-colonel Gabriel Romon



Le colonel Paul Labat



Le surnom de Gabriel Romon était « Cygne »

LE GCR DANS LA RESISTANCE

François Romon vous présente ici la biographie de Paul Labat qu'il vient de terminer, complétant ainsi son article précédent. Un travail complet qui retrace l'esprit de servir de ce grand soldat.

Biographie de Paul LABAT, 1900-1944, Mort pour la France

Sigles

AST : Abwehrstelle (Service de renseignements de l'armée allemande)

CIS : Centre d'Instruction Spécial (Montpellier)

CSTTE : Cadre Spécial Temporaire des Transmissions de l'Etat

DEM : Détection Électromagnétique

EMA : Etat-major général de l'armée (ou de l'armée de Terre)

ESE : École Supérieure d'Electricité

GCR : Groupement des Contrôles Radioélectriques

NAP : Noyautage des Administrations Publiques

RG : Régiment du Génie

SEMT : Section d'Etudes du Matériel des Transmissions

SRST : Service Radioélectrique de Sécurité du Territoire

STN : Service des Transmissions nationales

Paul LABAT est né le 9 janvier 1900 à Aire-sur-Adour (Landes). Son père, Calixte LABAT, est instituteur et sa mère, Geneviève GUIRONS, sans profession [1].

Bachelier avec mention, boursier de l'Etat, Paul LABAT est reçu à l'Ecole Polytechnique le 1er octobre 1919, à 19 ans et demi [2].

Paul LABAT choisit le Génie et les transmissions et complète donc sa formation, de 1921 à 1923, à l'Ecole militaire et d'application du Génie à Versailles, d'où il sort major [3].

Le 1er octobre 1923, il est nommé au 8ème Régiment du Génie (RG) de Sapeurs-télégraphistes au Mont Valérien et il suit, en même temps, les cours de la section radioélectricité de l'Ecole Supérieure d'Electricité (ESE).



Le lieutenant Paul LABAT, 8ème RG et élève de l'ESE, Section Radioélectricité, 1924 [4]

[1] SHD GR 13 YD 617, LABAT Paul, 1946/06/25

[2] École Polytechnique, Fiche Élève Paul LABAT (X 1919)

[3] EP, Ecole Polytechnique (colonel GUERIN). Le livre d'or de l'Ecole polytechnique, « Le colonel Labat », n° 4, 1946, p. 2, 10-12

[4] SHD GR 13 YD 617, LABAT Paul, 1946/06/25

LE GCR DANS LA RESISTANCE

Le 8 mai 1926, Paul LABAT est affecté au 44ème Bataillon du Génie de Sapeurs-télégraphistes puis, le 8 février 1927, au 41ème Bataillon du Génie de Sapeurs-télégraphistes, formations engagées dans la pacification du Maroc (réduction de la Tâche de Taza), de 1926 à 1928. Là, il étudie et met au point les premières liaisons militaires à ondes courtes et à ondes très courtes entre les postes mobiles et les liaisons terre-avion. Titulaire de deux citations à l'ordre de la Division, il gagne au Maroc une promotion au grade de capitaine, au choix, pour services rendus exceptionnels, le 24 juin 1928. Il a 28 ans [5].

Le 18 octobre 1928, le capitaine LABAT est affecté à la Section d'Etudes du Matériel des Transmissions (SEMT).

Paul LABAT publie, en 1932, La propagation des ondes électromagnétiques. Exposé des connaissances acquises, synthèse des idées et des théories [6], qui deviendra l'ouvrage de référence pour la toute nouvelle technique de détection électromagnétique (DEM), que l'on appellera plus tard le radar. Il est breveté technique le 11 décembre 1935 [7].

Paul LABAT réalise en 1937 la première liaison téléphonique entre le continent et la Corse. Il est le principal artisan de l'équipement en transmissions des zones fortifiées de l'Est et du Sud-Est [8].

Paul LABAT épouse Yvette MAZURIER-BLAUDEZ, le 3 septembre 1937, à Remiremont (Vosges) [9]. Le couple n'aura pas d'enfants.

Promu Chef de Bataillon (commandant), Paul LABAT est nommé chef de la SEMT, le 25 juin 1938, poste qu'il ne quittera plus jusqu'à l'armistice de juin 1940.

De CHAMBOST nous rappelle que LABAT participe, avec la SEMT, aux essais de DEM initiés par l'ingénieur Pierre DAVID du Laboratoire national de radioélectricité, qui aboutiront à l'adoption par l'armée de Terre, en 1939, des « Barrages DAVID », premiers essais français de radar [10]:

Paul LABAT reste à la tête de la SEMT lors de la mobilisation d'août-septembre 1939.

Dans la débâcle de mai-juin 1940, LABAT réussit, selon de CHAMBOST, à replier toute la SEMT en bon ordre, d'abord jusqu'au lieu-dit Bois-la-Ribière, près de Limoges, ensuite, jusqu'au village de Geaune, non loin de sa ville natale d'Aire-sur-Adour, qu'il atteint le 25 juin 1940 [11].

Après l'armistice, en août 1940, Paul LABAT est nommé directeur général du Groupement des Contrôles Radioélectriques (GCR) nouvellement créé, avec comme adjoint le capitaine Gabriel ROMON. Il participe à la fondation du Comité de Coordination des Télécommunications impériales et au montage, au sein des PTT, du Cadre Spécial Temporaire des Transmissions de l'Etat (CSTTE), avec l'appui de son camarade de la promotion 1919 à l'École Polytechnique, Charles LANGE, Directeur des Télécommunications aux PTT.

[5] École polytechnique (colonel Guérin), « Le colonel Labat (X 1919) », Le livre d'or de l'École polytechnique, n° 4, 1946.

[6] LABAT Paul, La propagation des ondes électromagnétiques. Exposé des connaissances acquises, synthèse des idées et des théories, Gauthier-Villars, 1932

[7] SHD GR 16 P 324974, LABAT Paul, Attestation d'appartenance aux FFC, Réseau Action PTT 1949/10/25

[8] EP, Ecole Polytechnique (colonel GUERIN). Le livre d'or de l'Ecole polytechnique, « Le colonel Labat », n° 4, 1946, p. 2, 10-12

[9] SHD GR 13 YD 617, LABAT Paul, 1946/06/25

[10] SHD GR 16 P 324974, LABAT Paul, Attestation d'appartenance aux FFC, Réseau Action PTT 1949/10/25

[11] CHAMBOST Emmanuel de, Paul LABAT dans la Seconde Guerre mondiale HSCO, Février 2019, p. 7



Le commandant Paul Labat, chef de la SEMT, septembre 1939 [12]

La fonction du CSTTE est de camoufler en ingénieurs et techniciens des PTT des officiers et des agents des services techniques des Transmissions sans avoir à les compter dans l'armée d'armistice, réduite à 100.000 hommes, et de les éloigner en même temps des contrôles des commissions d'armistice. Un accord secret est signé entre l'Etat-major de l'armée d'armistice (EMA d'armistice) et la Direction des PTT, prévoyant que les ingénieurs du CSTTE continueront leur carrière militaire au sein des Transmissions et resteront pour emploi à la disposition de l'EMA. Outre Paul Labat lui-même, admis au CSTTE comme ingénieur en chef, le 1er décembre 1941, seront également admis comme ingénieurs en chef, le 1er décembre 1941,

seront également admis comme ingénieurs du CSTTE les officiers des transmissions de l'armée d'armistice qui travaillent plus ou moins directement sous les ordres du commandant LABAT, aussi bien officiellement dans l'armée d'armistice que secrètement dans la Résistance : Marien LESCHI, Gabriel ROMON, Edmond COMBAUX, André ANGOT [14].

Paul LABAT cumule de nombreuses responsabilités dans les services techniques des Transmissions de l'armée d'armistice [15]:

- il est directeur général du GCR, dont le centre principal est à Hauterive près de Vichy, dirigé par Gabriel ROMON ;
- il est chef de la Section des Etudes de Matériels (SEM, section radio de l'ex SEMT camouflée au sein des PTT), à Saint-Genis-Laval, près de Lyon, avec comme adjoint André ANGOT;
- il est le chef du CSTTE.

Paul LABAT supervise en outre l'action du Service Radioélectrique de Sécurité du Territoire (SRST), dirigé par Marien LESCHI, ainsi que celle de l'ancienne section fil de la SEMT, intégrée à la Direction des Recherches et des Contrôles techniques des PTT, à Paris, avec Edmond COMBAUX.

Paul LABAT dirige également l'ESE repliée à Lyon, depuis sa fermeture par les Allemands à Paris [16].

Bien que démobilisé et officiellement ingénieur des PTT depuis décembre 1941, Paul LABAT est promu Lieutenant-colonel le 25 septembre 1942, en vertu de l'accord secret passé entre l'EMA d'armistice et la direction des PTT.

[12] CHAMBOST Emmanuel de, Paul LABAT dans la Seconde Guerre mondiale HSCO, Février 2019, p. 11-13

[13] La Liaison des Transmissions, 1969, n° 59, Général Jean GUERIN

[14] SHD GR 13 YD 617, LABAT Paul, Fiche biographique résumant la carrière de Paul LABAT, 1946/06/06

[15] La Liaison des Transmissions, 1984, n° 144, Général MARTY, p. 6

[16] SHD GR 16 P 519315, ROMON Gabriel, Rapport non signé « Activités ROMON/LABAT », 1978/09

LE GCR DANS LA RESISTANCE

Paul LABAT est le type même de résistant que Laurent DOUZOU a dénommé « pluri-appartenant » [17].

Avec Gabriel ROMON, il monte un réseau de centres d'écoute radio clandestin, le Service des Transmissions nationales (STN), formé à partir d'opérateurs radio du GCR volontaires. Le STN est mis au service de Super NAP (Noyautage des Administrations Publiques). La production des écoutes du STN alimente un bulletin politique destiné au Conseil National de la Résistance, aux chefs des réseaux de résistance et au journal clandestin Combat.

LABAT entre également au sous réseau DARIUS du réseau GALLIA de la France libre, qui regroupe les activités de renseignement des Mouvements Unis de Résistance, où il rejoint un autre de ses camarades de la promotion 1919 de l'École Polytechnique, Louis GENTIL (pseudo « Desca ») [18].

Le 1er juillet 1943, Paul Labat est nommé adjoint au directeur des Télécommunications des PTT, Charles LANGE. Ils seront tous deux les promoteurs du Centre National d'Étude des Télécommunications [19].

Lorsque se mettent en place les Forces Françaises de l'Intérieur, Paul LABAT est désigné comme leur chef des transmissions nationales, sous le pseudonyme de « Deslandes » [20].

Le lieutenant-colonel LABAT se met alors à étudier les possibilités de liaisons radio à haut débit avec la Grande Bretagne, grâce à un petit faisceau hertzien traversant la Manche, en une région convenable, et que les radiogoniomètres et les services d'écoute ennemis auraient été impuissants à repérer. Il sera arrêté avant d'avoir pu mener ce projet à son terme [21].

Selon Marien LESCHI, « Paul LABAT avait conçu un vaste plan d'utilisation, lors des opérations de débarquement, de tous les moyens de communication filaires ou radioélectriques français (PTT, Télégraphie militaire) remis en place au moment opportun. Les circonstances [22], hélas, n'ont pas permis l'achèvement et la mise en œuvre de ce plan auquel le lieutenant-colonel LABAT travaillait. » [23]

Les organismes dirigés par le commandant puis lieutenant-colonel LABAT seront les principaux donneurs d'ordre de marchés d'études ou de matériel pourtant interdits par l'occupant allemand [24].

[17] Préface de Laurent DOUZOU à François ROMON, Les écoutes radio dans la Résistance française, 1940-1945, Nouveau Monde Éditions, 2017, p. 6

[18] MEYSSONIER, 1994, p. 52

[19] Archives privées Général Jean AUGIER, Compte rendu de la deuxième réunion du Comité « Général LABAT » (général René MARTY), 1969/03/26,

[20] APPAT, Association Pour la Promotion de l'Arme des Transmissions, Web, « Paul Labat, 1900-1944 », Les grandes figures des Transmissions, Consulté le 5 mai 2020

[21] BESSON Ingénieur général, « Le rôle de Labat dans le réseau Alliance », La Liaison des Transmissions, n° 59, Numéro spécial Paul Labat, Septembre-octobre 1969, p. 32

[22] C'est-à-dire son arrestation ainsi que celle de ses principaux adjoints, Marien LESCHI et Gabriel ROMON notamment

[23] La Liaison des Transmissions, 1969, n° 59, Général Marien LESCHI

[24] CHAMBOST de, 2012, pp. 108-109

LE GCR DANS LA RESISTANCE

En juin 1943, Gabriel ROMON met en rapport Paul LABAT avec le réseau de renseignements Alliance qui, depuis 1940, bénéficiait de l'aide des services britanniques à qui il faisait parvenir le fruit de ses recherches en France occupée. À la suite de leur contact avec Peter THOMAS (pseudo « Pie »), chef du service radio du réseau [25], le lieutenant-colonel LABAT et le commandant ROMON acceptent d'assumer les fonctions de conseillers techniques d'Alliance pour les transmissions et, éventuellement, de recruteurs d'opérateurs radio et de dépanneurs [26]. Paul LABAT et Gabriel ROMON intègrent effectivement le STN en entier au réseau Alliance où il prendra le nom de « Groupe ROMON » ou « Groupe LABAT » ou « Groupe ROMON-LABAT » [27].

ROMON ayant été arrêté le 12 décembre 1943, Maurice NÈGRE, chef de Super NAP, contacte LABAT, dont les coordonnées lui avaient été données par ROMON, et lui demande de poursuivre les écoutes. LABAT confirme que les écoutes continueront. Maurice NÈGRE est arrêté le 6 mars 1944 [28].

Paul LABAT est arrêté par la police française, à son bureau de la direction des PTT, à Paris, le 28 mars 1944.

Il est incarcéré à Fresnes du 30 mars 1944 au 19 mai 1944. Interrogé par le SD de la rue des Saussaies et l'AST (Abwehrstelle, Service de renseignements de l'armée allemande) du 82 avenue Foch, il est convaincu d'être membre du réseau Alliance et déporté en conséquence directement de Paris, le 19 mai 1944, au camp de Schirmeck le 20 mai 1944 [29].

Le 26 juin 1944, le Tribunal de guerre allemand reçoit le dossier de Paul LABAT, de l'AST de Strasbourg, avec la mention fatidique « mérite un jugement » et le classe alors « Nacht und Nebel » (« Nuit et brouillard »).

Avant même d'être jugé, Paul LABAT est massacré par les SS, au Struthof, dans la nuit du 1er au 2 septembre 1944, avec six opérateurs radios du GCR et du STN, un sous-officier du SRST et cent six autres membres du réseau Alliance. Il avait 44 ans.

Paul LABAT a été promu colonel à titre posthume avec prise de rang du 25 mars 1944 [31], puis promu général de Brigade à titre posthume avec prise de rang au 20 août 1944 [32]. Il est titulaire à titre posthume de la



Le lieutenant-colonel Paul LABAT, incarcéré au camp de Schirmeck, mai 1944 [30].

[25] Le capitaine Fernand RODRIGUEZ

[26] BESSON Ingénieur général, « Le rôle de Labat dans le réseau Alliance », La Liaison des Transmissions, n° 59, Numéro spécial Paul Labat, Septembre-octobre 1969, p. 32

[27] SHD GR 16 P 324974, LABAT Paul, Attestation d'appartenance aux FFC, Réseau Alliance, 1951/02/03

[28] SHD GR 16 P 324974, LABAT Paul, Note historique non signée, « Les activités du Lieutenant-colonel LABAT », 1979/03/28

[29] Convoi I.198 selon la nomenclature de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation

[30] Alliance, 1947

[31] Décret du 24 septembre 1945, SHD GR 13 YD 617, LABAT Paul, 1946/06/25

[32] Décret du 6 juin 1946, SHD GR 13 YD 617, LABAT Paul, 1946/06/25

LE GCR DANS LA RESISTANCE

Médaille de la Résistance française (décret du 24 avril 1946), et fait Chevalier de la Légion d'Honneur à titre posthume, le 6 juin 1946, avec la citation à l'ordre de l'Armée [33]:

« Officier supérieur d'Active, s'est mis au Service de la Résistance, dès l'Armistice. Par ses connaissances techniques et son activité, avec une énergie inlassable, a reconstitué avec l'appui d'un ministère civil [34] les organes techniques d'études et de fabrication des transmissions militaires, les a orientés vers la reconstitution d'un matériel de guerre, qui a été effectivement mis en service, dès la Libération, puis a remis en route les écoles de formation des techniciens, a enfin dirigé la reconstitution des services d'exploitation et de contrôle, au crédit de la Résistance. A été conseiller technique des organisations clandestines. Arrêté, jugé [35], déporté au camp de Schirmeck, y a été massacré sauvagement dans la nuit du 1er au 2 septembre 1944. »

Le 18 novembre 1947, la promotion des officiers-élèves des transmissions a pris le nom « Général LABAT » [36].

La 6ème promotion (1968-1971) de l'école de sous-officiers transmetteurs d'Issoire et de Tulle, s'est appelée promotion général Labat [37].

Dans les publications des Transmissions qui reviennent périodiquement sur le parcours exemplaire de Paul LABAT, il est souvent appelé, affectueusement et admirativement « l'ingénieur-soldat », comme l'avait été en son temps Gustave FERRIÉ, le fondateur des transmissions militaires modernes françaises et l'un des pionniers de la TSF et dont les transmetteurs considèrent que Paul LABAT est l'héritier.

Le général GUÉRIN nous invite à réfléchir à la carrière du Général LABAT [38]:

C'est la gloire d'une véritable démocratie, au sens noble de ce mot, que de permettre cette ascension vers les plus hauts postes d'autorité à tous ses fils, quelles que soient leurs origines et leurs possibilités financières, pourvu qu'ils manifestent par leur caractère et leur intelligence qu'ils en sont dignes. L'exemple du Général LABAT est aussi à porter au crédit du système d'éducation généreux et humain de la France.

Les transmissions du Maroc, en souvenir des services inappréciables que le lieutenant LABAT leur a rendus, ont donné, dès 1946, le nom de Paul LABAT à la nouvelle station radio-militaire de Rabat.

Un des bâtiments de l'École des Transmissions, à Cesson-Sévigné, a été baptisé « Général Paul LABAT » le 7 mai 2015.

Il y a une rue du Général LABAT à Aire-sur-l'Adour (Landes), sa ville natale ; une impasse Paul LABAT à Mont-de-Marsan (Landes) et une rue du général LABAT à Pouillon (Landes).

Sources

[38] GUÉRIN Général, « La vie exemplaire du général Paul Labat, 1900-1944 », La Liaison des Transmissions, n° 59, Numéro spécial Paul Labat, Septembre-octobre 1969, p. 4-10

LE GCR DANS LA RESISTANCE

Documents

SHD GR 16 P 324974, LABAT Paul, Etat des services dans la Résistance, 1949/10/25
SHD GR 16 P 324974, LABAT Paul, Attestation d'appartenance aux FFC, Réseau Action PTT 1949/10/25
SHD GR 16 P 324974, LABAT Paul, Attestation d'appartenance aux FFC, Réseau Alliance, 1951/02/03
SHD GR 16 P 324974, LABAT Paul, Attestation d'appartenance aux FFC, Réseau Super NAP, 1951/02/03
SHD GR 16 P 324974, LABAT Paul, Note historique non signée, « Les activités du Lieutenant-colonel LABAT », 1979/03/28
SHD GR 16 P 519315, ROMON Gabriel, Rapport non signé « Activités ROMON/LABAT », 1978/09
SHD GR 13 YD 617, LABAT Paul, Fiche biographique résumant la carrière de Paul LABAT, 1946/06/06
SHD BAVCC 21 P 260969, LABAT Paul, Etat des Services de Paul LABAT, 1950/10/18
Archives privées Général Jean AUGIER, Compte rendu de la deuxième réunion du Comité « Général LABAT » (général René MARTY), 1969/03/26
École Polytechnique, Fiche Élève Paul LABAT (X 1919)

Publications

BESSON Ingénieur général, « Le rôle de Labat dans le réseau Alliance », La Liaison des Transmissions, n° 59, Numéro spécial Paul Labat, Septembre-octobre 1969, p. 32-33
CHAMBOST Emmanuel de, La Radioélectricité en France sous l'Occupation. La Compagnie générale de télégraphie sans fil, enfance du groupe Thales, L'Harmattan, 2012
CHAMBOST Emmanuel de, Paul LABAT dans la Seconde Guerre mondiale HSCO, Février 2019
GUÉRIN Général, « La vie exemplaire du général Paul Labat, 1900-1944 », La Liaison des Transmissions, n° 59, Numéro spécial Paul Labat, Septembre-octobre 1969, p. 4-10
LABAT Paul, La propagation des ondes électromagnétiques. Exposé des connaissances acquises, synthèse des idées et des théories, Gauthier-Villars, 1932
LESCHI Général, « Le général Labat », La Liaison des Transmissions, n° 59, Numéro spécial Paul Labat, Septembre-octobre 1969, p. 35-37
MARTY Général, « 1944-1984 Souvenons-nous : Le général Labat et le commandant Romon », La Liaison des Transmissions, n° 144, Novembre-décembre 1984, p. 5-8
MEYSSONNIER Jean-Philippe, Le Réseau Gallia, 1943-1944, Mémoire de DEA, Institut d'Etudes politiques de Paris, 1994
REVIRIEUX Ingénieur général, « Paul Labat et la détection électromagnétique », La Liaison des Transmissions, n° 59, Numéro spécial Paul Labat, Septembre-octobre 1969, p. 10-13
ROMON François, Les écoutes radio dans la Résistance française, 1940-1945, Nouveau Monde Éditions, 2017

LE GCR DANS LA RESISTANCE

AAA, Association Amicale Alliance (1947/08), Mémorial d'Alliance, Ouvrage à compte d'auteur

APPAT, Association Pour la Promotion de l'Arme des Transmissions, Web, « Paul Labat, 1900-1944 », Les grandes figures des Transmissions, Consulté le 5 mai 2020

EP, Ecole Polytechnique (colonel GUERIN). Le livre d'or de l'Ecole polytechnique, « Le colonel Labat », n° 4, 1946, p. 2, 10-12

Revue Historique de l'Armée, « L'École des Transmissions », 10ème année, n° 1, Juin 1954, p. 193-195

Expertises

E-mail d'Alain STOME, 14 avril 2019



SOUVENIRS DE BUZARD



PAR ANNICK GAILLARD

Voici un article sur Henri Gaillard, membre du réseau Alliance, écrit par sa fille, Annick Gaillard (www.annickgaillard.com) membre de notre association. Un exemple d'une famille engagée dans le tourbillon mortel de cette guerre.

« Regarde, c'est beau et c'est un grand mystère »

(Henri Gaillard dit "Buzard" 1916 – 1993)

Mon père Henri Gaillard a rejoint en Janvier 1941, à l'âge de 24 ans, le Réseau Alliance. Il s'appelait "Buzard". Pendant 4 ans, il risqua, avec près des 3000 autres membres que comptait le réseau, sa vie chaque jour pour servir son pays et son idéal. Il fut décoré à la fin de la guerre de la Médaille de la Résistance. Le document la lui attribuant est signé Charles de Gaulle.

Toutefois en raison des actions héroïques de mon père, ma mère tragiquement allait connaître des pertes cruelles. Quand je suis née peu de temps après la guerre, elle faisait encore le deuil de son père, mort de chagrin en 1945 et de son jeune frère Joseph Lanty, membre par contumace du Réseau Alliance qui mourut à 20 ans au Camp de concentration de Mauthausen peu de temps avant la libération du camp par l'armée américaine. Mon

père ayant réussi à s'échapper suite à une arrestation en juillet 1943, la Gestapo se tourna vers la famille et arrêta mon oncle pourtant prévenu, quelques semaines plus tard. La guerre fut un sujet "tabou" à la maison et je fus élevée par des parents "shakespeariens", comme la "fille du père", plus ou moins déchirée entre un père héroïque et une mère éternellement dépressive.

En 1993, après la mort de mon père qui toute sa vie fut un homme simple, sincère, extraordinaire et assez excentrique, amoureux de la vie, de la nature et de la justice, je suis allée à Mauthausen : une expérience horrible mais nécessaire. Après la mort de ma mère en 1999, j'ai eu accès aux papiers personnels de mon père qui avaient été enfermés pendant des années dans une grande



SOUVENIRS DE BUZARD

boite : plusieurs kilos de documents émouvants – ordres de mission codés, faux papiers d'identité... - que j'ai envoyés au Musée de la Résistance Nationale à Champigny sur Marne. En 2000, la seule chose que j'ai sentie pouvoir faire a été de lire et de commencer à peindre La Divine Comédie de Dante dédiant humblement ce travail à Henri Gaillard, Michel Ange et Picasso. Ce projet exposé à Londres et à Compiègne a des murs permanents aujourd'hui à l'Université de Picardie – Jules Verne à Amiens.

J'ai pu rencontrer en juin 1980, car je vivais alors à Londres, quelques-uns de ces êtres héroïques, membres du Réseau Alliance puisqu'ils avaient organisé un voyage dans la capitale britannique pour commémorer le 40ème anniversaire de l'appel du Général de Gaulle. C'est un souvenir assez extraordinaire. Mon père qui faisait partie du voyage m'a présentée, ainsi que ma fille Géraldine Dunbar alors âgée de 7 ans et demi, à ces personnes déjà d'un certain âge qui s'appelaient toutes fraternellement par leur nom de guerre, leur nom d'animal. C'était émouvant et surréaliste. J'ai ainsi rencontré "Hérisson", Marie-Madeleine Fourcade, une femme que j'ai trouvée charmante, distinguée et qui était ravie d'être à nouveau en compagnie de ses camarades.

J'ai grandi auprès d'un père qui ne parla que fort rarement de ses activités pendant la guerre puisque le sujet était "tabou" à la maison et c'est surtout à la lecture de ses papiers personnels après sa mort que j'ai découvert ce qu'il avait fait. Il m'a dit qu'il "n'avait fait que son devoir" en rejoignant la résistance en 1941 quand vers 9 ou 10 ans puis adolescente, je lui ai posé la question : "Papa, tu as fait partie de la Résistance...pourquoi ?"

Je pourrais davantage parler en quelques mots de l'homme qu'il était.

Henri Gaillard dit "Buzard" est né en 1916 à La Côte Saint André près de Grenoble, petite ville célèbre grâce à un autre de ses enfants, Hector Berlioz. Ses parents étaient paysans et vivaient dans une ferme à quelques kilomètres de la ville. Son père, ancien chasseur alpin, avait survécu à l'enfer de Verdun et mon père me raconta qu'il entendait souvent le nom de Pétain pendant son enfance. J'ai peu connu mon grand-père puisqu'il mourut en 1956 mais je me souviens qu'il buvait beaucoup car il souffrait de cauchemars terribles et qu'il adorait jardiner.

Mon père eut une enfance difficile. Il devait marcher près de 4 kms tous les jours pour aller à l'école de la ville afin d'apprendre à lire et à écrire, traversant seul et par tous les temps les champs de la plaine de La Côte. A son retour, il devait traire les vaches et changer la litière du bétail. Il m'a raconté qu'il était triste lorsqu'il y avait la tonte des moutons ou les moissons car il ne pouvait pas alors aller à l'école. Il quitta la ferme très tôt pour rentrer dans la vie active mais il garda toute sa vie un amour des animaux et des livres, des romans historiques comme des œuvres classiques.

Outre la lecture, il adorait lui aussi jardiner et planter des arbres. Il aimait de même manier la pelle, la truelle et le béton et je l'ai vu construire jusqu'au toit la maison près de Grenoble où j'ai grandi avec mes deux frères et mes deux sœurs. Ces derniers tristement ont toujours "fui" l'histoire familiale qu'ils jugent trop lourde. Mon père construisit aussi la maison où il devait passer avec ma mère la dernière partie de sa vie, une bâtisse perchée sur une colline dominant La Côte Saint André et offrant une vue grandiose sur le Massif du Vercors. Il avait souvent les mots "mystère" et "beauté" aux lèvres

SOUVENIRS DE BUZARD

lorsque je l'aidais à cueillir les fruits ou les légumes du jardin... "Papa, pourquoi les fraises sont rouges ?" "Regarde, c'est beau et c'est un grand mystère". J'ai entendu cette phrase souvent... Beauté et mystère aussi lorsqu'il contemplait le ciel le jour comme la nuit.

Toute sa vie, il eut un immense respect pour Charles de Gaulle qu'il pleura comme un père en 1970. Il suivait de près l'actualité française et mondiale et j'ai le souvenir d'avoir regardé en sa compagnie à la télévision toutes les allocutions et les conférences de presse du Général et le départ du grand homme de la scène politique mais aussi le vol dans l'espace de Youri Gagarine, la visite de Kennedy à Paris et le premier homme marchant sur la lune. Les programmes musicaux et ceux sur la nature restent aussi des moments précieux partagés avec lui. Il adorait la musique, Beethoven comme Yves Montand et Charles Trenet comme Berlioz, Bach et Ravel.

Que j'ajoute encore qu'il avait une grande admiration pour Wilson Churchill, le Docteur Schweitzer, Balzac, le Facteur Cheval, Maria Callas, Michel Ange et Charlie Chaplin...

Il fut frappé par une attaque cérébrale en 1987 alors que Barbie était de retour en France et jugé. Les médecins dirent qu'il ne remarquerait pas. Il remarcha quelques mois plus tard. Il eut une seconde attaque en 1990 et une encore en 1993 qui cette fois l'emporta. Peu avant, je lui avais rendu visite et je suis heureuse de lui avoir dit en le quittant "Papa, tu m'as tout appris" et de l'avoir vu sourire.

Mon père reste pour moi à ce jour, un roc, un chêne, un immense point de repère.



SOUVENIRS DE BUZARD

Documents découverts dans la « grande boîte » par Annick Gaillard



A. A. A.

Adressez

la Correspondance :

Forces Françaises Combattantes

Association Amicale du Réseau « Alliance »

Section Régionale de Lyon

•

Sège : Maison du Combattant de la Libération - 12, Rue des Capucins, Lyon (1^{er}) - Téléphone : 28-25-1.

ATTESTATION

Je soussigné, André GIRARD, Officier de la Légion d'Honneur, Médaille de la Résistance, Médaille des Evadés, Ancien Chef régional du Réseau "Alliance" pour la région Centre-Ouest, certifie que M. Henri G A I L L A R D, demeurant actuellement 26 avenue de Poizat à EYBENS (Isère) a été agent P 2 du Réseau ALLIANCE sous le pseudonyme de "BUZARD".

Recruté dès Janvier 1941 dans le Secteur de Grenoble, il dut quitter cette région devenue dangereuse pour lui en 1943 et fut affecté au P.C. du Réseau à Paris. Il devait alors et jusqu'à la Libération accomplir d'innombrables missions entre le P.C., la zone dite "libre", les régions interdites des Pyrénées et des côtes atlantiques transportant constamment du courrier et d'importantes sommes d'argent qui sont toujours arrivés à destination.

J'ai su que Henri GAILLARD avait été par deux fois au moins arrêté par les Allemands : en Juillet 1943 à VIERZON et en Février 1944 à CHANTENAY (Nièvre). Il put chaque fois leur fausser compagnie et continuer sa mission.

J'ai effectué moi-même, en sa compagnie, plusieurs missions de liaisons. Nous nous sommes en particulier rendus ensemble dans le secteur de La Rochelle pour y reconstituer un service démantelé. Munis de faux papiers, nous avons franchi les postes de contrôle de l'armée allemande alors qu'Henri Gaillard était porteur de nombreux documents compromettants dont en particulier, au retour, les plans originaux des bases allemandes de ce secteur.

J'atteste qu'Henri Gaillard a toujours servi notre cause à laquelle il s'est dévoué sans compter avec la plus grande loyauté et le plus grand désintéressement et je suis heureux de pouvoir, ici, rendre hommage à ce Français courageux qui prit volontairement les plus grands risques pour servir son pays et son idéal.

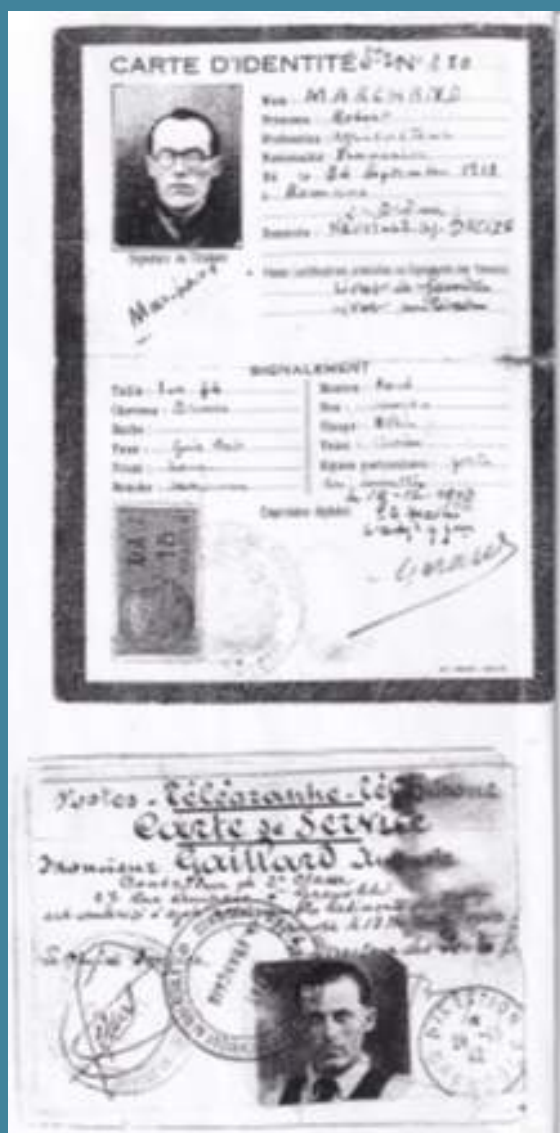
Fait à LYON, le 9 Mai 1966.

A. G I R A R D

Ex-Chef régional du Réseau "Alliance"
des F.F.C.

Membre du Comité Directeur
de l'Association Amicale Alliance
Président pour la Région Lyonnaise de
l'Association Amicale Alliance.

SOUVENIRS DE BUZARD



BUZARD A PRIS
SON ENVOL



SOUVENONS-NOUS !

Un morceau d'histoire du réseau ALLIANCE réalisé à l'occasion d'une cérémonie dans la ville de Pforzheim. Remerciements au Souvenir Français et à Mireille Hincker.

30. November 1944

30. November 2019

EN MÉMOIRE - ZUR ERINNERUNG RÉSEAU ALLIANCE



Le 30 novembre 1944, 8 femmes et 17 hommes, membres du groupe de Résistance „Réseau Alliance“ ont été assassinés par la Gestapo au lieu-dit Hagenschief et jetés dans un cratère de bombe.

Am 30. November 1944 wurden 8 Frauen und 17 Männer, Mitglieder der Résistance-Gruppe „Réseau Alliance“, im Hagenschief von der Gestapo ermordet und in einem Bombentrichter verscharrt.

Seit 2008 erinnert dieser Gedenkstein unweit des Tatortes an das Verbrechen und mahnt:

Depuis 2008, cette pierre commémorative non loin de la scène rappelle le crime et prévient :



FÜR EIN EUROPA OHNE BARBAREI!
POUR UNE EUROPE SANS BARBARIE!

SOUVENIR

Il y a 75 ans:

Fin novembre 1944, 26 personnes étaient incarcérées dans la prison de Pforzheim, beaucoup d'entre elles, depuis le 25 janvier 1944 – sans acte d'accusation, sans avocat, sans juge, sans jugement. Leurs familles ne savaient rien d'elles – même pas si elles étaient encore en vie.

Réseau Alliance...

Les prisonniers appartenaient au Réseau Alliance, un groupe de la Résistance en France. Ils faisaient partie des personnes qui ne voulaient pas vivre sous l'occupation de leur pays par la Wehrmacht et les organisations nazi. Parmi les victimes de la « semaine sanglante dans la Forêt Noire » de fin novembre 1944 étaient des officiers et des fonctionnaires qui rejetaient le régime de Vichy du Maréchal Pétain qui collaboraient avec les occupants nazi. Ils étaient vendeuse et étudiant, agent de police et prêtre, femme d'intérieur et dessinateur, boulanger, coiffeur et épicier, la plupart d'orientation conservatrice. Ce groupe de résistants français comptait plus de 3000 membres, encadrés par une jeune femme Marie-Madeleine Fourcade.

Leurs principales activités étaient le dépistage d'usines secrètes d'armement dans l'Allemagne hitlérienne, dont celle de Peenemünde et de rampes de lancement pour les fusées V 1 et V 2 ainsi que la transmission de renseignements aux forces alliées concernant les mouvements de troupes de la Wehrmacht nazi, des déplacements de bateaux de ravitaillement et des sous-marins. Les membres de Réseau Alliance procuraient de faux papiers pour des persécutés politiques ou des juifs pour les aider à s'enfuir ou à entrer dans la clandestinité, ils aidaient des personnes en danger à traverser la frontière et soutenaient des familles de personnes persécutées ou incarcérées. Cette organisation avait aussi des relations avec les officiers qui entouraient Stauffenberg, savaient que l'attentat contre Hitler se préparait et pouvaient transmettre des informations concernant le développement de la guerre à l'Est aux alliés à l'Ouest.

En raison de leurs liens de renseignements avec les alliés, le Réseau Alliance était considéré par les nazi comme un groupe de résistance particulièrement dangereux, donc les personnes qu'ils pouvaient saisir étaient traitées en conséquence.

... entre les mains de la Gestapo

Après les premières arrestations, les prisonniers ont été incarcérés en juin 1943 dans le camp du Schirmeck en Alsace, au bloc 10 - réservé aux « terroristes » - séparés des autres prisonniers, identifiés par une bande transversale jaune sur le vêtement, au dos et sur la cuisse les lettres « NN » pour « prisonniers NN », arrêté « bei Nacht und Nebel » (nuit et brouillard). Pour eux comme pour plus de 7000 adversaires NS les instructions du Général Keitel du Commandement suprême de la Wehrmacht du 12 décembre 1941 étaient de rigueur : « brouiller les pistes de leur anéantissement ».

Les gardiens du camp les frappaient pour qu'ils exécutent les travaux les plus durs, interdiction d'amener les malades et les faibles à l'infirmerie. Ils n'avaient pas le droit de quitter la

Marie-Madeleine Fourcade,
chef du groupe de résistance
„Réseau Alliance“



Activités du Réseau Alliance :
repérage des mouvements militaires nazis, acquisition d'armes, transmission de messages pour la Résistance, transmission de messages au services secrets britanniques

baraque, appelée « Bunker » ou « Kerker » (geôle), les punitions étaient privation de nourriture jusqu'à 3 semaines, au cours des interrogatoires ils subissaient des actes de sadisme. Après un mois, des 180 prisonniers NN du début il n'en restait plus que 70 en vie. Au cours des années 1943 et 1944, la Gestapo a déporté d'autres membres du Réseau Alliance dans le camp du Schirmeck et vers des prisons en Bade, selon les disponibilités. Ils auraient dû être jugés à Torgau ou à Fribourg. Mais quand les alliés ont débarqué le 6 juin 1944 en Normandie et les alliés se sont rapprochés de l'est comme de l'ouest, il n'y avait plus de tribunaux ni à Torgau ni à Fribourg qui auraient pu « juger » les déjà pré-condamnés. Les nazis ont dû abandonner le camp du Schirmeck, mais avant ils ont « dû le nettoyer » à leur manière.

En 1947, dans un procès contre des criminels de guerre, on peut lire dans les actes : « 108 membres du Réseau Alliance ont été transférés les 1^{er} et 2 septembre [du camp du Schirmeck] au camp de concentration Struthof. Karl Buck, le commandant du KZ Struthof, m'a assuré que deux jours après, tous avaient été tués par une balle dans la nuque. »

Celui qui a rapporté cela de manière si détachée s'appellait Julius Gehrum, SS-Obersturmführer et chef de la Gestapo à Kehl et — après l'occupation en 1940 — aussi à Strasbourg. Il était en même temps chef du contre-espionnage de la Wehrmacht, donc « compétent » pour les membres du Réseau Alliance, le plus important groupe de contre-espionnage anti-nazi de France.

Novembre 1944 : commando meurtrier en Forêt Noire

Ce que Buck a commencé à Schirmeck/Natzweiler avec 108 exécutions, a été terminé par Gehrum, couvert par les ordres du SS-Standartenführer Isselhorst, commandant de la police de sécurité Sud-Ouest situé à Strasbourg et du SS-Sturmbannführer Schlierbach concernant les membres du Réseau Alliance, incarcérés dans les prisons de Bade.

Le jour même de la libération de Strasbourg, le 23 novembre 1944, Gehrum partait de l'autre côté du Rhin à partir de Kehl, assisté par 2 à 4 « aides » pour son expédition meurtrière, pour exterminer les membres encore vivants du Réseau Alliance.

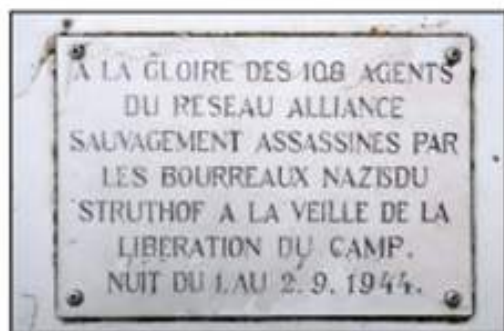
Le modèle était partout le même :

Le SS réclamait les prisonniers comme pour les neuf assassinats de Kehl, les douze de Rastatt, les quatre d'Offenburg, trois de Fribourg, huit de Bühl — et puis, le 30 novembre 1944 les 25 assassinats de Pforzheim commis par les meurtriers Gehrum, Brunner, Buchner, Howold et Irion.

Pforzheim, le 30 novembre 1944 :

Le matin à 5 heures, un gardien arrache les 26 prisonniers du Réseau Alliance de leur sommeil dans la prison située Rohrstraße. « Vite, vite, vous allez partir, prenez vos affaires ! » Le registre de la prison indique que chacun a reçu 10 Mark pour sa libération. Sur ordre du gardien-chef, Yolande Lagrave reste dans la prison. Les huit femmes et les 17 hommes sont transportés par camion dans une forêt au-dessus de Pforzheim au bord du Hagenschleß et obligés par la force des armes de s'approcher d'un cratère de bombe. Gehrum, le chef de cette troupe meurtrière, connaissait

Entrée du camp de concentration Natzweiler/Struthof



Plaque commémorative des 108 combattants du Réseau Alliance assassinés à Natzweiler / Struthof

bien l'endroit, il savait qu'il y avait un cratère de bombe au bord de la Tiefenbronner Straße. Il était originaire de Tiefenbronn.

Au bord de ce cratère a commencé le massacre par balle dans la nuque :

« Les nazis avaient auparavant cruellement torturé huit des prisonniers: Côtes cassées, jambes cassées, mâchoires broyées, yeux arrachés, ainsi que l'autopsie l'a constaté...

– selon le rapport établi après l'exhumation, une des victimes n'est pas morte par la balle, une autre victime de sexe féminin portait de graves blessures à l'anus...

Pendant la boucherie, deux hommes ont réussi à s'enfuir. L'un de deux a été abattu par balle dans la tête, l'autre a été poursuivi, tenu et tabassé. Les nazis lui ont cassé la colonne vertébrale à plusieurs endroits, ils ont finalement écrasé sa tête à coups de crosse » – selon le rapport du médecin Monoff concernant l'exhumation .



Charnier dans la forêt du Hagenschieß

Les meurtriers n'ont pas fait beaucoup d'efforts pour cacher leur crime, un peu de terre, des branchages et c'est tout. Plus tard, Gehrum a caractérisé ses actions comme « destruction systématique de l'organisation Alliance sur ordre supérieur auquel je devais obéir en tant que fonctionnaire docile ».

Ce n'est que depuis 1996 que deux monuments au pont du Rhin Kehl/Strasbourg rappellent le souvenir des victimes du groupe de Résistance Réseau Alliance, depuis 2002 une plaque sur la prison de Böhl y fait mention des résistants qui y ont été assassinés.

Le 25 janvier 2008 va être dévoilée à Pforzheim une pierre commémorative qui rappelle le souvenir des 25 personnes assassinées du Réseau Alliance.

La pierre avec les photos et noms des victimes se dresse au sud de la ville à la Tiefenbronner Straße, au bord de la forêt, près de l'arrêt de bus, près du lieu du crime.

En 2009, la photo de Pierre Dayné pourrait être insérée sur la pierre commémorative, en 2010 la photo de Rosa Storck - voir fac- similés des articles.

Sources:

- Archives Souvenir Français, Strasbourg
- Association Amicale «Alliance» (HRSFG), «Mémorial de l'Alliance», Paris (1948)
- Bundesarchiv (filiale Ludwigsburg) B 114AR-Z 67/67; B 162/21388-21390; B 162/5660 ; B 162/330
- Fourcade, M.-M. L'Arche de Noé, Réseau ALLIANCE, 1940 – 1945 Paris, 1968
- Klee, Ernst; Das Personenlexikon zum Dritten Reich, Wer war was vor und nach 1945, Frankfurt/Main, 2003
- <http://maitron-fusilles-40.44.univ-paris1.fr> (Recherche)
- Stadtarchiv Pforzheim (Fotoarchiv)
- Stoskopf, Elisabeth et François; Jaques Camille Louis Stoskopf, 1898 - 1944, Sarreguemines, 2000

Auteurs: Hans Ade, Gerhard Brändle, Jürgen Schroth - version française: Colette et Gerhard Herber - réalisation: Verena Renn 2. édition (actualisée, corrigée et étendue):

Auteur/e: Brigitte & Gerhard Brändle, traduction: Françoise Pernot - réalisation: Frank Neubert. Les auteurs se réservent tous les droits. La publication n'est pas à vendre.

Patronné par la ville de Pforzheim, Pforzheim novembre 2019

SOUVENONS-NOUS !

Biographies des personnes assassinées à Pforzheim le 30 novembre 1944

Le 30 novembre 1944, Julius Gehrum, chef de la Gestapo de Strasbourg et dirigeant des renseignements de la Wehrmacht, a fait sortir avec 4 hommes SS huit femmes et 17 hommes du Réseau Alliance de la prison de Pforzheim pour les assassiner dans la forêt du Hagenschieß au sud de la ville de Pforzheim au bord d'un cratère de bombe.

Suzanne CHIREIX, née Labaune, est née le 19 novembre 1898. Son mari est mort en 1927 des suites d'une blessure de la Première Guerre Mondiale, ses 3 frères sont morts dans la guerre.

Elle était employée et dans la résistance elle servait de « boîte aux lettres » sous le pseudonyme de « X81 » et transmettait des informations à Clermont-Ferrand. Elle a été arrêtée le 13 août 1943 à Lyon après avoir été trahie par un mouchard.

Elle a été enfermée dans la prison Montluc à Lyon, puis dans celle de Compiègne près de Paris. On ignore la date de son transfert à Pforzheim.

Elle est enterrée à Billom (Puy de Dôme).



Alice COUDOL est née le 10 février 1923 à Brest. Elle a travaillé comme vendeuse, a distribué des tracts contre les occupants nazis, a fourni des groupes de la Résistance en Bretagne avec des armes et a été messagère pour le Réseau Alliance à Brest.

Elle a été arrêtée pour adhésion au Réseau Alliance le 27 septembre ou le 4 octobre 1944, la date est incertaine. Le 31 janvier 1944 elle a été déportée de Paris pour être emprisonnée à Pforzheim. A 21 ans, elle était la plus jeune des victimes. Elle est enterrée à Brest.

Pierre DAYNÉ est né le 17 novembre 1902 à Neuilly-sur-Seine. Il était marié, père de deux enfants. Son métier civil était Inspecteur de police à Paris.

Pour l'organisation il portait le pseudonyme de « Fourmi ». À part la date de son arrestation le 17 août 1943 on ignore tout sur son itinéraire jusqu'à la prison de Pforzheim.

Il est enterré à la nécropole militaire de Strasbourg-Cronembourg.



Raymond DESCAT est né le 14 juin 1897 à Lyon. Il était coiffeur et portait le pseudonyme de « WII » pour le Réseau Alliance.

Il transmettait des informations entre les différents membres de l'organisation. Il a été arrêté le 14 décembre 1943 à Lyon. On ignore encore quand et comment il est arrivé à la prison de Pforzheim.

Il est enterré à la nécropole militaire de Strasbourg-Cronembourg.

SOUVENONS-NOUS !

Marcel DUFFOSSET est né le 27 juillet 1909 à Charleville dans les Ardennes. Il était marié et père de deux enfants. Dans son métier civil il était agent de police à Brest. Au sein du Réseau Alliance il était chargé de mission du chef de l'organisation anti-nazi de la section de Brest. Le 20 novembre 1943 il a été arrêté à Rennes. Pour être déporté le 1 janvier 1944 via la prison de Fresnes (Paris) à Pforzheim. Il est enterré à Moncy-Notre-Dame (Ardennes).



Jean EOZENOU est né le 14 avril 1913 à Lannilis en Bretagne. Dans son métier civil il était commis de la marine à l'arsenal de Brest. Il était marié et père de 3 enfants, Pierre, Louis et Anne. Il était éclaireur pour l'organisation et a été arrêté le 15 novembre 1943 à Rennes. Là, il a été torturé et confronté avec le mouchard qui avait trahi beaucoup de membres du Réseau Alliance. De la prison de Fresnes (Paris) il a été déporté le 25 janvier 1944 à Pforzheim. Il est enterré à Lambézellec près de Brest.

Marcel FONTENAILLE est né le 8 février 1923. Il était étudiant. Dans la clandestinité et l'illégalité il portait le pseudonyme de « Fallin ». Il transmettait des messages dans le Nord de la France. Il a été arrêté le 25 avril 1944 et on ignore quand et comment il est arrivé dans la prison de Pforzheim.



Marie GILLET, née Maistre, est née le 9 janvier 1900 à Brest et était adjointe au chef de secteur de Brest du Réseau Alliance. Elle a été arrêtée le 27 septembre 1943 comme son mari Maurice Gillet qui a été assassiné dans le camp de concentration Struthof. Le 27 septembre 1943 cinq autres membres de sa famille ont été incarcérés, dont Maggy, sa fille de deux ans. Elle a été déportée de Paris à Pforzheim le 25 janvier 1944. Elle est enterrée à Brest.

Félix JACQUET est né à Le Plessis (Manche). Il était célibataire et travaillait comme garçon épicier chez ses grand-parents. Il a refusé le « Service du Travail obligatoire » dans l'Allemagne nazi et portait dans l'illégalité le pseudonyme de « Cochevis » ainsi que d'« Alouette huppée ». Il était chargé d'assurer la permanence d'un poste de commandement où des armes et du matériel radio étaient entreposés et servait de lien entre la Normandie et la centrale de Paris. Trahi par une femme il a été arrêté le 16 septembre 1943 à Paris. On ignore les circonstances de son arrivée à la prison de Pforzheim. Il est enterré à Le Plessis - Lastelle



René JAMAULT est né à Brest le 10 septembre 1919 et travaillait comme clerc de notaire. En éclaireur du Réseau Alliance avec le pseudonyme de « S27 », il a été arrêté le 27 septembre 1943 pour être déporté à Pforzheim le 25 janvier 1944. Il a été inhumé à Brest.

SOUVENONS-NOUS !

Georges Joseph LACROIX est né le 16 janvier 1879 à Metz (Moselle). Il était biscuitier et pour le Réseau Alliance il avait le pseudonyme de « Limande ». Il était chargé des départs clandestins par mer et collectait des renseignements militaires pour le Réseau. Il a été arrêté le 27 septembre 1943 par la Gestapo et déporté le 25 janvier 1944 à Pforzheim. Il a reçu, à titre posthume, la Légion d'Honneur, la Croix de Guerre et la Médaille de la Résistance. Il est enterré au cimetière des Batignolles à Paris.



Marie-Jeanne LE BACQUET, née Menez, est née à Brest le 4 août 1884. Elle était mariée et avait 2 filles. Elle était couturière et a été arrêtée avec sa fille Marguerite et son gendre René Premel le 17 ou le 27 septembre 1943 avec un poste émetteur dans son sac. Le 25 janvier 1944 elle fut déportée de Paris à Pforzheim. Le 30 novembre 1944 elle partage son destin avec celui de sa fille, de son gendre et des autres membres du Réseau Alliance. Elle fut enterrée en 1947 à Brest.

Clara MACHTOU est née le 18 avril 1918 à Épinal (Vosges) et appartenait à la communauté juive. Elle était messagère pour l'organisation dans le secteur de Brest avec pseudonyme « S.250 » et a été arrêtée par la Gestapo le 27 septembre 1943. Le 25 janvier elle a été déportée comme ses camarades de la Bretagne via Paris à Pforzheim. Sa sépulture se trouve à Brest.



Henri MARANO est né le 22 mai 1908. Il était dessinateur par profession, travaillait comme courtier en bourse à Paris et achetait un salon de coiffure, qui servait de lieu de rencontre clandestin et d'adresse clandestine pour les membres de l'Organisation. Il a été arrêté le 17 juin 1943. On ignore la date de son internement dans la prison de Pforzheim. Il est enterré à la Nécropole Militaire de Strasbourg-Cronenbourg.

François MARTY est né le 4 mars 1901 à Beynat (Corrèze). Il était prêtre dans la congrégation Prado, qui s'occupe des pauvres. Il était aumônier dans les prisons Saint-Paul et Montluc de Lyon. Sous le pseudonyme de « W 13 » il recueillait les informations à transmettre. Il fut arrêté à Lyon le 12 septembre 1943 et incarcéré là où auparavant il avait servi comme aumônier. Le 25 janvier 1944 il fut déporté de Paris vers la prison de Pforzheim. Il est enterré à Beynat.

Peu avant d'être fusillé le 30 novembre 1944, le Père François Marty écrit son testament:

*« Je demande l'indulgence pour mes gardiens » pour terminer avec ces mots :
« Que celui qui m'a dénoncé repose en paix, je lui ai pardonné. Je souhaite la
réconciliation entre les hommes et les peuples. »*

(tiré d'une lettre du neveu de F. Marty)

SOUVENONS-NOUS !

Paul MASSON est né à Paris le 14 janvier 1894. Il était employé de laboratoire. Pour le Réseau Alliance il était à la recherche de renseignements.

Il a été arrêté à Brest le 3 octobre 1943. Le 25 janvier 1944 il a été incarcéré à la prison de Pforzheim.



Jean MATHE est né le 15 août 1889 à Lalizolle (Allier) et travaillait comme garagiste à Clermont-Ferrand.

Il était marié et père de deux enfants, Albert et Jacqueline. Sous son pseudonyme de « Corail étoilé » il était responsable pour les transmissions de renseignements du chef du Réseau Alliance dans le Massif Central.

Il y collaborait avec sa fille Jacqueline au pseudonyme de « Loustic » et de son gendre alias « Mohican ».

Il a été incarcéré dans la prison Montluc à Lyon après avoir été dénoncé par un mouchard. On ignore quand et comment il est venu dans la prison de Pforzheim. Il est enterré à Lalizolle.

Augustin PARROT est né le 23 septembre 1883. Il avait un café à Clermont-Ferrand, un lieu de rencontre de l'organisation clandestine de cette région.

Il portait le pseudonyme « X 720 » et adhérait au groupe des « Ardents ».

le 13 août 1943 il a été arrêté. Les détails de son transfert à la prison de Pforzheim sont inconnus.



Louis PAYEN est né le 4 février 1922. Il avait un frère et une sœur.

Il était étudiant et pour son activité dans la résistance il portait le pseudonyme de « Forban ». Il était adjoint d'Ernest Siegrist, alias « Elephant », responsable de la sécurité de l'ensemble de l'organisation. Il était impliqué dans le transport et la dissimulation d'armes et d'explosifs lâchés par des avions britanniques pour la Résistance.

Il a été arrêté le 11 juin 1943 à Lyon. Le 26 décembre 1943, il est déporté de la prison de Montluc à Lyon vers la prison de Fresnes près de Paris et le 25 janvier 1944 vers la prison de Pforzheim. Il est enterré à Ecully près de Lyon.

Marguerite PREMEL, née Corré, est née le 5 mai 1906 à Brest. Elle était agent de liaison entre les différents groupes du Réseau Alliance et a été arrêtée par la Gestapo le 27 septembre 1943 le même jour que son mari René Premel et sa mère Marie-Jeanne Le Bacquet.

Déportée de Paris à la prison de Pforzheim, le 30 novembre 1944 elle a été exécutée avec son mari René et sa mère Marie-Jeanne Le Bacquet à Pforzheim.



René PREMEL, né le 6 juin 1906 à Brest, électricien et chef adjoint de l'arsenal de Brest.

Eclaireur pour le Réseau Alliance sous le pseudonyme de « Grèbe », il était agent de renseignements et radio du secteur et responsable pour les liaisons avec les services de renseignement britanniques.

Comme sa femme et sa belle-mère, il a été arrêté le 27 septembre 1943 par la Gestapo et le 1^{er} janvier 1944 a été amené de Paris à la prison de Pforzheim et le 30 novembre 1944 exécuté avec son épouse Marguerite et la mère de celle-ci.

SOUVENONS-NOUS !

Amélie SIMOTTEL, née le 29 février 1876 à Brest, était la sœur de Marie Gillet et agent d'assurance.

Elle a été avec les autres membres de la famille Gillet arrêtée le 27 septembre 1943 à Brest pour arriver le 25 janvier 1944 à Pforzheim. A 68 ans elle était la plus âgée des victimes.

Sa tombe se trouve à Colmar.



André SONDZ est né le 6 juin 1909 à Annecy. Officier de l'Armée française et résistant contre l'occupation de son pays il était agent de renseignement pour le groupe Viret-Giraud.

Il a été arrêté le 20 septembre 1943 et déporté sur Pforzheim à une date inconnue.

Son corps a été restitué à la famille le 10 juillet 1947.

Rosa STORCK, née Rosa Jacquet, est née le 21 novembre 1916 à Olloye près de Namur (Belgique). Devenue française par son mariage avec Gaston Storck, elle avait une fille et travaillait comme secrétaire pour le Réseau Alliance sous le pseudonyme « V 12 ». Elle transmettait les messages à Castelsarrasin dans la région de Toulouse.

Elle a été arrêtée le 18 février ou selon d'autres sources le 12 août 1943. Les dates et stations de son itinéraire jusqu'à Pforzheim ne sont pas connus.

Elle repose à la Nécropole militaire de Strasbourg-Cronenbourg.



Louis VIRET, né le 4 juillet 1895 à Marseille, était officier mécanicien dans la Marine marchande et capitaine de corvette. Pour ses activités pour le Réseau Alliance il portait le pseudonyme « W2 ».

Il a été arrêté le 11 août 1943. Quand et comment il s'est trouvé à la prison de Pforzheim n'est pas connu.

Il a été inhumé en 1947 à Callian (Var).

Collection des photographies des membres du „Réseau Alliance" à Strasbourg

La plupart des photos proviennent des archives du « Souvenir Français » (Strasbourg). Dix d'entre elles ont été vraisemblablement prises à la prison de Pforzheim et destinées au Tribunal Populaire (Volksgerichtshof) de Torgau.

Biographies sont disponibles aussi à l'adresse suivante : <http://maitron-fusilles-40-44.univ-paris1.fr/>

LETTRES

La dernière lettre de Louis Payen:

Message adressé aux scouts de la 19^{ème} Lyon, par Louis Payen de sa cellule de la prison de Montluc, en juillet 1943.

„Frères, scouts, du fond de mon trou, je pense sans cesse à chacun de vous, à ce camp qui doit être si chic dans la belle nature de Dieu. Pour moi, hélas ! mes horizons sont limités (2m x 1,50m). Je tiens à vous remercier de tout ce que j'ai pu acquérir à votre contact et vous demande pardon de ne pas avoir fait plus pour vous. J'espère que, si je reviens un jour, je retrouverai une troupe toujours joyeuse, unie, fana et forte. Je compte sur vous. Quel que soit l'endroit où je me trouverai, je prierai toujours pour chacun de vous.

Soyez toujours gonflés, vous n'avez pas le droit de ne pas être fanas, vous êtes le sel de la terre, vous avez donc de lourdes responsabilités. Des heures dures vous attendent, vous ferez jeunes l'apprentissage de la souffrance. Si vous n'êtes pas fort, si vous n'êtes pas prêts, tout s'écroulera en vous. Rayonnez au maximum votre christianisme, vos vertus françaises et scoutes. Ayez confiance en Dieu, vos Parents, vos Chefs. Soyez généreux et grands. Priez pour le pays, Aidez ceux qui souffrent et que Notre-Dame de la Route vous protège !”



Entrée de la prison de Montluc à Lyon

LETTRES

Extrait de lettres de la survivante

Yolande Lagrave est la seule survivante du massacre de Pforzheim du 30 novembre 1944. Voici ce qu'elle écrit le 16 juillet 1945 à Madame Gillet, une parente de Marie Gillet.

« Madame,

je connaissais Mademoiselle Simottel et Madame Gillet depuis notre départ de la prison de Fresnes. Elles étaient très courageuses et confiantes... nous avons souvent prié ensemble. Mademoiselle Simottel mettait toujours son espoir dans la Sainte Vierge, elle récitait son chapelet, nous adressions chaque soir une prière à Marie, afin qu'elle nous protège. Elles sont décédées maintenant, magnifiques citoyennes et martyres françaises - cette fin horrible m'a extrêmement bouleversée, je n'arrête pas d'y penser, ce cauchemar qui s'acheva si tragiquement pour mes compagnes de souffrance ne me sort pas de la tête.

Le 24 janvier 1944 nous sommes parties de Fresnes. Je me souviens, c'était un lundi matin. Nous fûmes rassemblées en une longue file dans les immenses couloirs de la prison, avec interdiction de parler, nous sommes allées aux sanitaires pour une visite médicale superficielle.

Là j'ai vu Madame Gillet dans sa grande cape bleue d'infirmière et Mademoiselle Simottel avec un manteau noir. On nous a mises à deux par cellule. Je me suis retrouvée à nouveau avec Mademoiselle Simottel qui essayait de cacher une broche, un camée, je m'en souviens très bien, un bijou auquel elle tenait beaucoup.

Ensuite nous avons longé les interminables couloirs de la prison - Fresnes ! Nous montions, puis redescendions, remontions, attendions devant un bureau, on nous a redonné nos affaires et dans la cour nous attendait un camion cellulaire pour le transport. A deux par « compartiment », sans lumière ni air, nous avons traversé Paris et nous nous sommes retrouvées à la Gare de l'Est.

Le train partit le soir, on roula toute la nuit et à sept heures du matin nous étions à Strasbourg. Un groupe de la Gestapo nous fit descendre et, dans une de leur centrale administrative, un magnifique bâtiment (n°11 de la rue Sellenick, confisqué à la communauté juive par la Gestapo), nous avons attendu un signe. Que faisons-nous ici ? Où allons-nous ? Chacune était préoccupée.

Paris/Fresnes - Strasbourg - Pforzheim

Enfin à neuf heures du soir les camions nous remmènent et nous conduisent dans un lieu inconnu, plus tard nous saurons que c'était Pforzheim !

Nous étions donc le 25 janvier en Allemagne - d'abord Mademoiselle Simottel et Madame Gillet furent mises dans une cellule, puis comme on manquait de cellules, on les enferma avec Madame Premel et Madame Le Bacquet, mère et fille. Ainsi elles se trouvaient à côté de moi, cellule 11 et la mienne, cellule 12. Nous communiquions en cognant sur le mur.

Yolande Lagrave, née 1902,
Foto um 1980, Foto : Guy Caraes



Prison Fresnes (au sud de Paris)

L'ancien siège de la Gestapo
à Strasbourg

LETTRES

Prison à Pforzheim dans
les années 1930

Les premiers jours Madame Gillet allait à la fenêtre parce qu'elle était très surprise de voir des hommes dans la cour lors de la promenade, elle voulait savoir si son mari et son beau-père étaient parmi eux. Elle regardait toujours mais elle ne les a jamais vus car ils n'étaient pas en prison à Pforzheim. (Ils furent exécutés le 1^{er} septembre au camp de concentration du Struthof). Cela l'inquiétait beaucoup, où étaient-ils donc ? Elle pensait aussi à leur petite fille qu'ils avaient dû laisser, pauvre petite enfant qui était maintenant sans parents !!

La nourriture était extrêmement insuffisante, nous mangions parce que nous voulions tenir, de la soupe inconsistante, des navets, des pois avariés, du pain moisi, une fois par semaine un petit morceau de margarine et de l'eau... De l'eau... nous « mangions » de l'eau, nos estomacs étaient mis à rude épreuve parce qu'ils ne pouvaient rien garder. Nos estomacs rejetaient tout ce que nous prenions, tout du moins en ce qui concerne une camarade et moi, nos entrailles nous rendaient malades... Notre occupation n'était pas difficile, nous travaillions beaucoup, cela nous évitait de trop réfléchir parce que malgré tout le temps s'éternisait !

Chère Madame, nous avons souffert, ils étaient parfois durs, parfois on était terrorisées, d'autres jours c'était calme, nous chantions des chansons populaires, des cantiques, nous craignions la « fin » qui devrait arriver si on se croit perdu. »

Le 20 juin 1945 Madame Lagrave écrit à la fille de Suzanne Chireix exécutée le 30 novembre 1944, sur le matin de ce jour :

« C'était le matin à 5 heures, le chef du personnel de garde est arrivé dans notre cellule, nous dormions, nous nous sommes réveillées en sursaut et il nous a dit en allemand : ' Vite, vite, vous allez partir, préparez vos affaires ! '. Encore dans un demi-sommeil nous nous demandions ce qui allait arriver, et nous cinq, Suzanne, Rosy, la petite Belge qui parlait allemand, Française d'après son mariage, Clara Machtou de Brest, 26 ans et Alice Coudol de Brest, 21 ans, et moi, nous nous sommes préparées, tremblantes, à toute vitesse et nous avons immédiatement prévenu nos compagnes de la cellule voisine de ce qui s'était passé...

Suzanne m'a dit : 'Nous allons sortir aujourd'hui pour fêter la Saint André. Souvenons-nous de ce jour.' [Dans des régions catholiques une procession a lieu cette nuit-là].

Puis, peu de temps après, lorsque le chef de la garde est revenu, il a dit : 'Lagrave ne sort pas, vous restez ici...' Pourquoi suis-je restée ? Je n'en sais absolument rien.' »

A la fin de la lettre à une parente de Marie Gillet, Yolande Lagrave écrit :

« Elles ont subi cette fin redoutée, malgré tout cela, malgré l'attente, malgré la mauvaise nourriture, malgré la misère, nous avons tenu bon pour que nous revoyions la France, notre patrie, nos racines, nos amis, tout ce qui nous était cher et précieux.

Yolande Lagrave »

LES RESPONSABLES

Dr Helmut Schlierbach, juriste Sturmbannführer SS

Schlierbach né en 1913 à Offenbach adhéra à la SS en 1933 et au NSDAP en 1937. En 1939 chargé du personnel des camps nazis il était à la *Totenkopfstandarte* de Thuringe. Jusqu'en 1942 il travailla à Berlin à l'administration principale de la *Sicherheitspolizei*, responsable de la terreur qu'elle exerça dans toute l'Europe. Pour s'élever dans la hiérarchie SS, il devait « faire ses preuves ». A partir de mai 1942, il dirigea différents commandos extérieurs de l'Einsatzgruppe C (Unité Mobile d'Extermination) responsable de l'exécution de presque 100 000 personnes en Ukraine, et il effaça plus tard toutes traces des massacres.

Comme Schlierbach, ainsi que l'indique l'appréciation de ses supérieurs, « avait parfaitement fait ses preuves dans le cadre de l'Unité d'Extermination sur le front et à la tête d'un commando de combat contre les partisans et comme il disposait du courage nécessaire », il fut nommé en 1943 *Sturmbannführer* SS et chef de la Gestapo à Strasbourg. En mai 1944 il transmit à Schirmeck un ordre de Berlin, signé du nom de Schliebart [Schlierbach] ordonnant l'élimination systématique de tous les Résistants du Réseau Alliance.

Selon la reprise sans suite de la procédure du ministère public de 1977, l'ordre du 1^{er} et 2 septembre 1944 d'exécution à Schirmeck de plus de 100 opposants aux nazis venait de Schlierbach. Buck, bourreau du camp de Natzweiler et Gehrum, bourreau de Pforzheim, déclarèrent Schlierbach était celui qui avait donné l'ordre de « l'élimination systématique du Réseau Alliance », ainsi que des 25 exécutions du 30 novembre à Pforzheim.

En 1946 un tribunal militaire britannique à Düsseldorf le condamna à dix ans de prison pour le meurtre de parachutistes britanniques dans les Vosges, mais il fut libéré dès 1952. Le ministère fédéral de la justice le reconnut comme *Spätheimkehrer* (rapatrié tardif) et il passa ainsi du statut de coupable à celui de victime.

En 1954, un tribunal militaire le condamna certes à Metz par contumace pour les massacres de Schirmeck, mais la RFA ne l'extrada pas. Des tentatives ultérieures de la justice de la RFA restèrent sans effet. Comme il n'y avait pas d'ordres écrits, Schlierbach put déclarer lors d'une audience en 1961:

« ...je ne me rappelle rien aujourd'hui... je n'ai pas souvenir... je n'avais rien à voir avec cela... je n'en ai pas eu connaissance... je ne sais rien de tout ça... » .

Schlierbach mourut le 21 mars 2005, honoré dans l'avis de décès dans la FAZ (journal de Francfort) par les Caisses d'Epargne de Hesse-Thuringe pour « son extrêmement grand engagement personnel... pour son sens des responsabilités et du devoir... » et son « attitude humaine ».

Dr Erich Isselhorst, juriste Sturmbannführer SS

Isselhorst (né en 1906 à St Avoird) adhéra en 1932 à la NSDAP et de 1936 à 1940 il fut chef de la Gestapo à Cologne. A partir de 1942 il dirigea l'Einsatzgruppe A en URSS qui exécuta environ 250 000 juifs, résistants et « suspects ». A partir de janvier 1944,

LES RESPONSABLES

Isselhorst était commandant de la *Sicherheitspolizei* Sud-Ouest à Strasbourg. A-t-il été directement impliqué dans les 100 exécutions des membres du Réseau Alliance ? Cela n'est pas prouvé, mais il en était co-responsable. Buck, commandant de Schirmeck, a déclaré en 1945 avoir obtenu l'ordre correspondant de la part de Schlierbach (qui était sous les ordres d'Isselhorst).

Le 27 novembre 1944 Isselhorst lui-même dirigea l'exécution de quatre femmes du Réseau Alliance à Offenburg. D'après les déclarations de Gehrum, c'est Isselhorst qui donna l'ordre du massacre fin novembre 1944, ainsi aussi des 25 exécutions du 30 novembre 1944 à Pforzheim.

Ce n'est que parce qu'Isselhorst faisait la demande de ses états de service pour sa retraite qu'il fut démasqué. En 1946 un tribunal militaire britannique le condamna à mort pour le meurtre de prisonniers de guerre britanniques et le livra à la France. En 1947, à Metz, un tribunal militaire le condamna à mort pour les plus de 100 exécutions à Schirmeck. En 1948 la sentence fut exécutée.

Julius Gehrum **Obersturmführer SS**

Le chef des assassins du 30 novembre 1944, Julius Gehrum, connaissait les bois de Hagenschieß, il connaissait le chemin de la prison à la Tiefenbronner Straße : Il est né le 14 juillet 1889 à Tiefenbronn.

Avant qu'il se fasse connaître par un crime en 1940 à Kehl comme membre de la Gestapo, il était gendarme à Muggenschopf, aujourd'hui un quartier de Lichtenau près d'Achern. A Kehl il fut compromis dans le meurtre d'un alsacien antinazi. En 1942 à Colmar il participa à un « *verschärftes Verhören* » [interrogatoire poussé], c. à d. à la torture des opposants antinazis.

Le 1^{er} septembre 1944 Gehrum transmet à Karl Buck, commandant du camp de Natzweiler, l'ordre de Schlierbach, chef de la Gestapo de Strasbourg, d'éliminer tous les membres du Réseau Alliance. Il suivit la réalisation de cette action, plus tard en effet il déclara : « *Deux jours plus tard, Karl Buck m'assura qu'ils y avaient tous été abattus d'une balle dans la nuque.* »

A la libération de Strasbourg, le 23 novembre 1944, le SS Gehrum, chef de la 3^{ème} section des services secrets de la Wehrmacht, poursuivit son parcours meurtrier afin d'éliminer les membres du Réseau Alliance dans les prisons de l'autre côté du Rhin. Tour à tour ont aidé à cette opération : Reinhard Brunner, Buchner, Howold, Irion, Paul Stasik et Erwin Schoener. Il y eut neuf victimes à Kehl, douze à Rastatt, quatre à Offenburg, trois à Fribourg, huit à Bühl, 25 à Pforzheim et neuf à Gaggenau, ici sans la participation de Gehrum.

En 1947 un tribunal militaire à Strasbourg condamna Gehrum à mort pour le meurtre de parachutistes britanniques dans les Vosges, la sentence fut exécutée.

Les 56 crimes de début novembre et donc aussi ceux du 30 novembre 1944 à Pforzheim sont restés impunis jusqu'à aujourd'hui.

SOUVENONS-NOUS !



Dessins de Rosa Storck sur des étiquettes de valise en papier d'emballage, réalisées en 1944 à la prison de Pforzheim, probablement des auto-portraits sur le thème « La Liberté guidant le peuple » de Eugène Delacroix (1830)

Rosa Storck est emprisonnée avec Susanne Chireix, Alice Coudol, Yolande Lagrave et Clara Machtou dans la cellule 12 de la prison de Pforzheim. On ne sait pas quel travail les emprisonnées sont obligées d'effectuer pendant la journée. Pendant leur temps libre, les femmes parlent de leurs familles, échangent des recettes et les écrivent sur des bandes-annonces de valises. Ils chantent des chansons folkloriques et aussi des chants d'église.

Yolande Lagrave, la seule survivante, rapporte: « Nous avons prié plusieurs fois ensemble, nous avons dit une prière tous les soirs à la Sainte Vierge pour nous protéger ».

Ils dessinent des croquis souvenirs et de petites images sur des remorques de valises en papier d'emballage qui reflètent leurs espoirs. Ces dessins et recettes de cuisine sont inclus dans la valise que l'administration pénitentiaire de Pforzheim a envoyée en 1947 aux parents de Rosa Storck à Olloy. De ces les dessins sont parvenus à la fille de Rosa Storck, Nicole Jacquet-Lafont, qui a les mis en copie en disposition aux auteurs.

- 1916 21 novembre: naissance à Olloy/Belgique
formation de sténotypiste, formation d'infirmière
- 1938 mariage avec Gaston Storck, donc citoyenne française
- 1940 fin mai: évasion de la Belgique vers le sud de la France,
travail à l'hôpital de Montauban, sténotypiste chez les commandants militaires à Castelsarrasin
- 1942 5 mai: naissance de la fille Nicole, coopération avec Réseau Alliance
- 1943 12 août: arrestation par la Gestapo, prisons de Toulouse, Lyon, Fresnes (Paris)
- 1944 24/25 janvier: déportation via le siège de la Gestapo à Strasbourg à la prison de Pforzheim

SOUVENONS-NOUS !

SOUVENONS-NOUS !



Masson, Paul
50 Jahre



Mathé, Jean
55 Jahre



Parrot, Augustin
61 Jahre



Payen, Louis
22 Jahre



Premel, Marguerite
38 Jahre



Premel, René
38 Jahre



Simottel, Amélie
68 Jahre



Sondaz, André
35 Jahre



Storck, Rosa
28 Jahre



Viret, Louis
49 Jahre

Souvenons-nous !

Le 30 novembre 1944, 25 membres du groupe de la Résistance française « Réseau Alliance » ont été assassinés avec une balle dans la nuque au lieu-dit Hagenschieß et jetés dans un cratère de bombe.

Il s'agissait de 8 femmes et 17 hommes âgés de 21 à 68 ans, des hommes pour lesquels le combat pour la liberté, l'égalité et la paix était plus important que la vie.

Leur souffrance a contribué à une Europe renouvelée et nous exhorte à prendre le chemin de la réconciliation et de la paix.

**Ils étaient amoureux de la France.
Ils devaient se sacrifier pour qu'elle reste en vie.**

Notre association reste orpheline d'un ou d'une secrétaire générale.

Venez rejoindre le Bureau de l'association L'ALLIANCE !

De qui et de quoi s'agit-il ?

Le Secrétaire général fait partie du Bureau de l'association. Il est mandaté pour assurer le bon fonctionnement administratif, mais il participe aussi à toutes les décisions politiques. Par son rôle, le Secrétaire est amené à travailler en collaboration étroite avec le Président et le Trésorier.

La Loi 1901 prévoit au moins deux personnes pour constituer une association. Sauf que les statuts prévoient la constitution d'un Bureau, composée au minimum des Président, Trésorier, Secrétaire général. Son existence est donc indispensable.

Ses qualités sont :

IL EST DIPLOMATE

Vecteur de la cohésion de l'équipe, il veille au bon relationnel avec les dirigeants et les adhérents. En cas de conflit naissant, il lui appartient de résoudre les difficultés rencontrées, faisant en sorte que les personnes soient entendues et que la solution apportée satisfasse au bon déroulement des opérations.

IL EST ORGANISÉ

Courriers, classement, dossiers de subvention : un ensemble de tâches qui revient souvent au Secrétaire accompagné du Président, et qui doit allier rigueur et un certain savoir d'ordre réglementaire et juridique. Les fichiers d'adhérents, les procédures d'adhésion, la tenue du registre spécial des assemblées, ces documents doivent être régulièrement tenus. Concernant les compétences rédactionnelles, il convient d'être clair, concis. Il convient de regrouper tous les comptes rendus classés selon les habitudes et les pratiques de l'association : registres, classeurs, chemises, fichiers scannés, etc.

IL EST COMMUNIQUANT

Il est aussi chargé de la transmission de toute information nécessaire au bon fonctionnement de l'association ; par exemple les informations sur les inscriptions et les plannings d'activités. Il peut intervenir dans le journal de l'association ou dans la presse, et veiller à ce que les informations apportées soient conformes à la réalité.

Cela étant, notre association est petite et le rôle du Secrétaire Général, aussi déterminant soit-il qualitativement, n'est pas ici une astreinte de temps importante (environ une demie journée par semaine en moyenne). Ses activités peuvent parfaitement se faire par internet et les services de la Poste. Il n'est plus besoin d'être présent.

En outre ses occupations sont réparties sur le Président et le Trésorier qui participent aux travaux.

***Si vous avez donc un peu de temps à consacrer à l'association,
n'hésitez pas à nous le faire savoir.***

COTISATION 2021 :

Si vous avez oublié d'envoyer votre cotisation (30 € ou plus selon votre générosité), merci d'y procéder pour nous permettre de continuer nos actions. Vous pouvez soit faire un chèque au nom de « association L'ALLIANCE » soit faire un virement bancaire :

ASSOCIATION L'ALLIANCE

IBAN : FR76 3000 3033 8200 0372 7171 115

BIC : SOGEFRPP

N'oubliez pas de mentionner votre nom sur le transfert.



17 RUE DU CHEMIN DE LA MESSE, 77630 BARBIZON

TEL : 06 87 04 36 30

E-MAIL : RESEAUALLIANCE44@GMAIL.COM

SITE INTERNET : RESEAUALLIANCE.ORG